ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 23 avril 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant coordination de dispositions légales relatives aux impôts sur les revenus", a donné le 12 juin 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 23 april 1991 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot coördinatie van wettelijke bepalingen inzake inkomstenbelastingen", heeft op 12 juni 1991 het volgend advies gegeven :

A. OBSERVATIONS GENERALES.

I. OBSERVATION PRELIMINAIRE.

Si nécessaire qu'apparaisse la coordination d'une matière déterminée, la rédaction d'un texte coordonné ne se conçoit idéalement qu'après qu'un moratoire législatif soit intervenu, de sorte qu'une stabilité, même temporaire, apparaisse dans les matières traitées.

Il n'en est pas ainsi dans la matière des impôts sur les revenus.

Au moment où le Conseil d'Etat a été saisi d'une demande d'avis sur le présent projet de Code des impôts sur les revenus, il était saisi d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi portant des dispositions budgétaires, dont les articles 34 à 39 modifient le Code actuellement en vigueur (1). Le 10 juin 1991, le Conseil d'Etat a été saisi d'un amendement du Gouvernement au projet de loi modifiant, en ce qui concerne les fusions et les scissions de sociétés, les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, lequel amendement tend à établir un nouveau régime fiscal des fusions de sociétés.

---

(1)Avis donné le 30 avril 1991, sous le nE L. 20.769/2.

Comme d'autres modifications ultérieures sont possibles, il n'a pas été tenu compte, lors de l'examen du présent projet de Code, des dispositions modificatives projetées dont le Conseil d'Etat a actuellement connais-sance.

II. PORTEE DE L'HABILITATION DONNEE PAR LE LEGISLATEUR.

Fondée sur une habilitation inhabituellement large que donne au Roi l'article 41, § 1er, de la loi du 7 décembre 1988, la coordination dont le projet est soumis à l'avis du Conseil d'Etat présente des caractères particuliers.

Dans sa confection, la coordination va au-delà de ce que permettent soit des habilitations particulières, soit l'application de la loi du 13 juin 1961 relative à la coor-dination et à la codification des lois. Elle s'écarte nota-blement du texte originel des lois coordonnées, en tout cas dans la présentation des textes. Elle franchit un pas supplémentaire en ce qu'elle dégage de certains princi-pes - sans modifier ceux-ci, ce qu'elle ne pourrait faire -les conséquences qui paraissent devoir en découler de façon générale, ce qui est une manière d'harmoniser le texte.

La coordination va parfois plus loin encore : c'est le cas notamment des articles 4, 14, 20, 59, 89 et 98 qui seront commentés ci-après. Ces dernières dispositions n'ont pas leur place dans un arrêté royal de coordination. Elles devraient faire l'objet d'articles distincts dans la loi de confirmation.

En effet, comme l'a relevé le Conseil d'Etat dans son avis sur le projet de loi devenu la loi du 7 décembre 1988 et comme le précise le texte même de l'article 41, § 1er, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1988, le Roi ne peut pas apporter de modifications de fond aux dispositions à coordonner, même si par ailleurs l'arrêté royal de coordination doit être confirmé par les chambres législatives.

III. COORDINATION DE TEXTES EMANANT DE DIFFERENTS LEGISLATEURS.

Dans les dispositions modificatives du Code des impôts sur les revenus du 26 février 1964, l'article 1er de l'arrêté de coordination cite :

"71E le décret du Conseil régional wallon du 28 juin 1983;

73E le décret du Conseil flamand du 16 novembre 1983;

86E le décret du Conseil régional wallon du 1er décembre 1988".

Le décret visé sous le 71E est le décret relatif au Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie.

L'article 77septies que son article unique insère, avec d'autres, dans le Code du logement dispose :

"Article 77septies. Dans l'intitulé et dans les dispositions des lois et arrêtés dans lesquels apparaît la dénomination "Fonds du logement de la ligue des familles nombreuses

de Belgique" à l'exception des lois et arrêtés relevant de la compétence des Régions conformément à la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les mots "et le Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie" sont ajoutés à la suite de la dénomination susdite".

Le décret visé sous le 73E est le décret complétant le Code du logement par des dispositions spéciales relatives au Fonds flamand du logement des familles nombreuses; il insère, par son article 4, un article 82ter dans le Code du logement; cet article 4 est rédigé comme suit :

"Article 4. Au titre III, chapitre IV du même Code du logement, il est inséré par un article 82ter dont les termes sont les suivants :

"Article 82ter. Dans l'intitulé et dans les dispositions des lois et des arrêtés dans lesquels apparaît la dénomination "Fonds du logement de la Ligue des familles nombreuses de Belgique" à l'exception des lois et des arrêtés relevant de la compétence des Régions en vertu de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les mots "et le Fonds flamand du logement des familles nombreuses", sont ajoutés à la suite de la dénomination susdite"".

Le décret cité sub 86E, est le décret du 1er décembre 1988 relatif à la réduction du précompte immobilier pour les habitations appartenant au Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie ainsi qu'à la Société régionale wallonne du logement et aux sociétés agréées par celle-ci et qui sont louées comme habitations sociales ou assimilées. Son article 1er dispose :

"L'article 159 du Code des impôts sur les revenus, modifié par la loi du 19 juillet 1979, est complété par l'alinéa suivant :

"Pour la Région wallonne, ce taux est ramené à 0,8%, d'une part, pour les habitations appartenant à la Société régionale wallonne du logement ainsi qu'aux sociétés agréées par elle et, d'autre part, pour les propriétés du Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie qui sont louées dans le cadre de ses opérations d'aide locative"".

Les deux premiers décrets ne présentent pas de problème, car l'article 41, § 1er, alinéa 2, 4E, de la loi du 7 décembre 1988 permet au Roi de procéder à l'adaptation des textes existants pour tenir compte des institutions nouvelles; leur mention comme textes modificatifs est superflue.

Le décret du Conseil régional wallon du 1er décembre 1988 modifie expressément le Code des impôts sur les revenus; à ce titre, il permet de poser la question de principe de savoir si le Roi peut coordonner des dispositions régionales avec des dispositions nationales.

Il n'appartient en aucune manière aux autorités nationales investies de la fonction réglementaire ou de la fonction législative de statuer, fût-ce aux fins de coordination, dans des matières régionales.

Il convient dès lors de supprimer de la coordination le décret du Conseil régional wallon du 1er décembre 1988.

*

IV. OBSERVATIONS RELATIVES AU TEXTE COORDONNE.

A. Arrêté de coordination.

Article 1er.

L'article 41 de la loi du 7 décembre 1988 appelle deux observations.

D'une part, le législateur a fixé comme point de départ de la coordination nouvelle, le Code des impôts sur les revenus du 26 février 1964. Ainsi, les notes de bas de page - dont la rédaction avait déjà posé de nombreux problèmes lors de la coordination de 1964 - peuvent-elles n'indiquer l'origine des textes repris dans la présente coordination qu'au départ de la coordination du 26 février 1964 et indiquer les modifications que celle-ci a subies.

D'autre part, l'alinéa 2, 2E, porte que le Roi peut

"2Erédiger les dispositions relatives à la matière sur base des dispositions à coordonner".

Le texte acquiert une clarté suffisante si l'on sait qu'en néerlandais, "bepaling" a le double sens de dé-finition et de disposition. Il convient, semble-t-il, de lire que le Roi peut rédiger les définitions qui paraissent nécessaires ou utiles à la simplification des textes.

Article 2.

L'habilitation législative contenue dans l'article 41, § 1er, de la loi du 7 décembre 1988 dispose :

"La coordination portera l'intitulé suivant : "Code des impôts sur les revenus", suivi du millésime de l'année au cours de laquelle la loi de confirmation entrera en vigueur;".

Il est superflu d'ajouter au texte de l'arrêté de coordination un article 2 qui reproduit, en termes légèrement modifiés, l'alinéa 5 de l'article 41, § 1er précité.

La disposition législative est claire par elle-même; ce serait éventuellement à la loi de confirmation elle-même d'ajouter le millésime à l'intitulé.

B. La présentation matérielle du texte coordonné.

1E Les notes de bas de page.

D'habitude, les notes de bas de page donnent no-tamment les indications qui permettent de retrouver le texte originel de chaque disposition coordonnée, de manière telle que les travaux préparatoires puissent en être consultés. Elles indiquent aussi les adaptations apportées par le texte de la coordination aux textes originels; ainsi sont indiqués les mots remplacés et les références transposées (2).

Il n'en est pas ainsi dans le texte présentement soumis à l'avis du Conseil d'Etat; on comprend que la

(2)Christian Lambotte, Technique législative et codification, Bruxelles, E. Story-Scientia, 1988, pages 230 et 231 et les références qui y sont citées.

sim-plification et l'harmonisation recherchées ne permettent pas que les mots remplacés soient indiqués, mais on peut re-gretter que la transposition des références ne soit pas réalisée.

Dans la "remarque générale relative aux références figurant en bas de page", il y a lieu d'omettre les mentions de textes législatifs qui n'ont pas apporté de modifications expresses aux textes coordonnés; ainsi donc, seront omises les abréviations relatives aux décrets et ordonnances.

*

2E Les subdivisions des articles.

De manière générale, le texte coordonné respecte les règles traditionnelles reçues pour les subdivisions des articles : 1E, 2E ..., ceux-ci subdivisés en a, b, c ... .

Lorsqu'un article ne doit être subdivisé qu'une seule fois, il serait préférable d'utiliser les 1E, 2E plutôt que les a, b ... ou les tirets; c'est le cas notamment des articles 32, 33 et de l'article 56, alinéa 2.

Quand une double subdivision doit être employée, il est de règle d'utiliser les a, b, c plutôt que des tirets, ce qui est de nature à faciliter les références; on se reportera à l'article 38, 11E et à l'article 75, 5E.

3E Les références internes.

Il convient d'éviter des références aux "alinéas qui précèdent" et de renvoyer aux alinéas 1er, 2 ... . C'est le cas notamment pour les articles 46, 215, 334, 342 et 403.

B. OBSERVATION PAR ARTICLES.

Article 2.

A. Les définitions contenues dans cet article pourraient être complétées par celle des sociétés d'investissement. Ces sociétés sont définies par l'article 45, § 1er, alinéa 4; cet alinéa devrait être distrait de l'article 45 et être inséré dans l'article 2. Dans le texte néerlandais, le mot "investeringsvennootschappen" devrait être remplacé par le mot "beleggingsvennootschappen", de façon à respecter la nouvelle terminologie de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers.

B. On peut regretter que le projet ne contienne pas de définition du "domicile fiscal", que cite l'article 174 du projet.

Article 4.

Le projet de coordination prévoit que ne sont pas assujettis à l'impôt des personnes physiques les agents diplomatiques étrangers et les agents consulaires de carrière étrangers accrédités en Belgique (ce qui est déjà le cas actuellement), mais y ajoute : "ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer".

Au rebours de ce qui est prévu à la division 2E, cette exception n'est pas établie sous condition de réciprocité.

Le Gouvernement devrait justifier cette extension.

Article 5.

Le projet de coordination ajoute l'adjectif "imposables" aux mots "tous leurs revenus visés au présent Code"; cette addition ne semble pas modifier la portée du texte.

Article 6

Le projet de coordination ajoute en tête de l'alinéa 1er les mots "sauf dispositions contraires".

L'addition, qui traduit une évidence, n'altère pas la portée du texte. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison de cet ajout.

Article 14.

Cet article reprend de façon synthétique l'article 9 de la loi du 7 décembre 1988 et l'article 71, § 1er, 6E, du Code des impôts sur les revenus.

L'alinéa 3, relatif à l'imputation des déductions, ne trouve aucun correspondant dans la législation actuellement en vigueur.

Le déplacement de l'article 71 et l'addition de l'alinéa 3 doivent être justifiés.

Article 18.

Dans le texte français du 3E, les mots "d'avances faites aux sociétés coopératives agréées par le Conseil na-tional de la coopération" ne sont pas dépourvus d'équivoque; en fait, il ne peut en aucun cas s'agir d'avances faites par le Conseil national de la coopération, mais d'avances faites aux sociétés coopératives qui sont agréées par le Conseil national de la coopération; il est suggéré, dans un but de clarté, d'écrire : "d'avances faites par les associés aux sociétés coopératives qui sont agréées par le Conseil national

de la coopération". Le texte néerlandais doit être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 20.

L'article 17 du Code des impôts sur les revenus du 26 février 1964 se réfère aux "rentes visées à l'article 11, 6E".

Aux termes de cet article 11, 6E,

"les revenus et produits des capitaux et biens mobiliers comprennent les revenus compris dans les rentes viagères ou temporaires, autres que les pensions constituées à titre onéreux, à charge de personnes morales quelconques ou d'exploitations établies en Belgique ou à l'étranger, après le 1er janvier 1962".

L'article 20 du projet de coordination se différencie du texte actuellement en vigueur en ce qu'il exclut désormais les rentes temporaires et limite le champ d'application aux rentes viagères.

Cette exclusion doit être justifiée.

Article 21, 7E.

Le texte cite : "une nouvelle société nationale qui reprendrait les obligations des sociétés précitées". Cette "nouvelle société nationale" est le Fonds d'amortissement des emprunts du logement social, créé par l'article 3 de l'arrêté royal nE 518 du 31 mars 1987 entérinant la convention entre le Gouvernement et l'Exécutif flamand, l'Exécutif régional wallon et l'Exécutif de la Région bruxelloise relative au règlement des dettes du passé et charges s'y rapportant en matière de logement social. L'arrêté royal nE 518 du 31 mars 1987 a été confirmé par la loi du 30 juillet 1987.

Il est proposé, à l'article 21, 7E, de remplacer les mots "ou par une nouvelle société nationale qui reprendrait les obligations des sociétés précitées" par les mots "ou par le Fonds d'amortissement du logement social".

Article 23.

Au paragraphe 2, les mots "à l'exception des revenus exonérés" sont nouveaux. L'addition ne paraît pas modifier les règles actuelles.

Article 25.

Au 3E, pour des raisons de correction grammaticale, il convient d'écrire : "les profits des spéculations de l'entrepreneur".

Article 29.

L'addition des groupements européens d'intérêt économique et des groupements d'intérêt économique est justifiée par la technique de la coordination.

Article 31.

A. Dans le texte français de l'alinéa 2, c, les mots "d'un contrat de louage de travail" doivent être rem-placés, par souci d'uniformité de la terminologie avec la loi du 3 juillet 1978 et d'autres articles du projet, par les mots "d'un contrat de travail".

B. A l'alinéa 2, e, le mot "proméritées", incorrect et équivoque, doit être remplacé par le mot "acquises".

Article 38.

A. Au 2E, on comprend que le texte soit suffisamment large pour couvrir les sommes allouées aux victimes de la guerre, aux prisonniers de guerre et aux prisonniers politiques; il ne peut cependant être compris comme s'appliquant aux bénéficiaires de la loi du 21 juin 1960 portant statut des militaires qui ont effectué un service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne.

Cette loi prévoit une dotation "exonérée de tout impôt direct et de toutes taxes similaires".

Il est dès lors suggéré d'ajouter, à l'article 38, après le 2E, une disposition rédigée de la manière suivante :

"3ELa dotation attribuée sur la base de la loi du 21 juin 1960, aux militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne;".

Les subdivisions 3E à 11E devront être décalées.

B. Au 4E, les mots "aux veuves" doivent être remplacés par les mots "aux conjoints survivants", conformément à la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension.

C. Le 6E doit être rapproché de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités et de l'arrêté royal du 15 février 1991.

Il ne convient pas d'interpréter ce texte comme ne s'appliquant qu'aux allocations accordées aux personnes qui seraient soumises au régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité; il s'applique aussi aux assurés obligatoires qui ont contracté une assurance mutualiste libre complémentaire.

Le texte suivant est, en conséquence, proposé :

"6Eles allocations pour soins de santé et pour frais funéraires accordées, au titre de l'assurance mutualiste libre, par les mutualités et unions de mutualités approuvées conformément à la loi du 6 août 1990;".

D. Le 7E se rapporte également aux indemnités qui sont à charge du budget des institutions communautaires et régionales; il conviendrait d'écrire : "octroyée par l'Etat, par les Communautés et les Régions".

Article 44.

Au paragraphe 1er, dans la phrase liminaire, les mots "sans préjudice des dispositions de l'article 24, alinéa 1er, 3E" sont nouveaux, mais constituent un rappel utile des dispositions en vigueur.

Article 47, § 2.

A. L'alinéa 2 gagnerait en clarté s'il était divisé en deux alinéas, le second commençant par les mots : "Dans les cas visés aux articles 45 et 48".

B. A l'alinéa 3, pour éviter toute équivoque, il conviendrait d'écrire : "Pour l'application du présent paragraphe".

Article 53.

A. Le 7E, divisé en a et b, doit être divisé en 7E et 8E; les subdivisions suivantes devront être décalées d'un numéro.

B. A l'actuel 7E, b, qui deviendrait le 8E, les mots "une société mutualiste reconnue par la Belgique" posent un double problème : un concerne la terminologie, l'autre, le fond.

Il faudrait écrire : "mutualité approuvée", pour se conformer à la loi du 6 août 1990.

Le problème de fond concerne la conformité de la disposition avec le traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, notamment en ce qui concerne la libre prestation des services (article 59). A ce sujet, la Cour de Cassation a, dans son arrêt du 28 juin 1990, posé une question préjudicielle à la Cour de Justice des Communautés européennes.

Article 54.

A. Au 6E, il convient d'écrire : "les amendes, y compris les amendes transactionnelles, les confiscations et les pénalités".

B. La division 9E résout heureusement une discordance entre l'article 50, 7E et l'article 50bis; aucun problème ne semble se poser.

Article 56.

L'article est fort long et il ganerait à être divisé en deux.

L'article 56 comprendrait les deux premiers alinéas de l'article actuel; le premier, commençant par "Les intérêts d'obligations ...", le second, par "Le taux d'intérêt à prendre en considération ...".

L'article 57 nouveau comprendrait deux paragraphes. Les limitations qui ne sont pas applicables sont fondées sur un double critère : l'organisme financier qui paie les sommes, d'une part, la raison ou le destinataire du paiement, d'autre part. Le paragraphe 1er de l'article 57 nouveau serait constitué de l'alinéa 3 de l'article 56 du projet, le paragraphe 2 de l'alinéa 4.

Si cette suggestion est adoptée, il conviendra de prévoir que c'est "pour l'application de l'article 56" qu'aucune limitation n'est applicable et de remplacer, à l'alinéa 4 du projet, 2E, a, la référence à "l'alinéa précédent" par une référence au paragraphe 1er.

Article 59.

A. L'alinéa 1er gagnerait en clarté à être divisé en deux alinéas, le second reproduisant la troisième phrase ("Le Roi détermine") de l'alinéa actuel.

B. A l'alinéa 2, l'addition des prestations résultant de l'épargne-pension est une disposition nouvelle qu'il appartient au Gouvernement de justifier.

Articles 63 à 66.

Il serait plus logique de rapprocher l'article 63 de l'article 66 du projet.

Les articles 64 et 65 relatifs aux immobilisations précéderaient ainsi l'article 63 qui a un objet proche de celui de l'article 66.

Article 80.

L'addition des mots "à l'exception des groupements européens d'intérêt économique et des groupements d'intérêt économique" se justifie par la nature de la coordination.

Article 89.

L'habilitation donnée au Roi, par le paragraphe 2, constitue une disposition nouvelle. Elle devra faire l'objet d'une justification qui devra être appréciée notamment au regard de l'article 110 de la Constitution.

Article 90.

A la division 2E, les mots "ou par des organismes officiels sans but lucratif" sont remplacés dans le projet de coordination par les mots "ou par des organismes d'intérêt public".

Le contenu de la notion d'organisme d'intérêt public devrait être précisé; il convient de lui donner, dans le présent article, une interprétation extensive, car ces termes visent manifestement d'autres organismes que ceux qui sont visés par la loi du 16 mars 1954. Dès lors, il est suggéré d'écrire les mots "organismes publics".

Article 93.

A. Le Code des droits d'enregistrement doit être cité aux divisions b et d, par son intitulé complet : "Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe".

B. A la division c, il convient de signaler que la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux a remplacé l'article 1186 du Code

judiciaire, qui disposera à la date d'entrée en vigueur de la loi du 26 juin 1990 (c'est-à-dire au plus tard le 27 juillet 1991) :

> "Lorsqu'il y a lieu de procéder à l'aliénation d'immeubles appartenant en tout ou en partie à des mineurs, à des interdits ou à des personnes qui font l'objet d'une mesure de protection prise en application de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux, leurs représentants légaux sont tenus de demander au conseil de famille l'autorisation d'y procéder".

Il conviendrait , par souci de concordance avec la loi du 26 juin 1990, de remplacer la division c par le texte suivant :

"c)de la cession à titre onéreux de biens appartenant à des mineurs, même émancipés, à des interdits ou à des personnes qui font l'objet d'une mesure de protection prise en application de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux, lorsque cette cession a été autorisée par le conseil de famille;".

Article 98.

Les mots "ou du précompte professionnel" sont ajoutés et cette addition doit être justifiée.

Article 101.

Au paragraphe 1er, 2, b, il est proposé d'écrire, compte tenu de la compétence des institutions régionales en la matière : "de la législation organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme".

Article 104.

Le 3E, e, se réfère à des différents organes consultatifs :

1Ele Conseil supérieur des Oeuvres nationales des victimes de la guerre; ce conseil a été remplacé par le Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de la guerre, suivant l'article 28 de la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de la guerre, ainsi

que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de la guerre;

2Ele Conseil supérieur des handicapés a été créé par l'arrêté royal du 10 novembre 1967, abrogé par l'arrêté royal du 9 juillet 1981 qui a créé un Conseil supérieur national des handicapés. La loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés renvoie, dans son article 20, à ce conseil;

3Ele Conseil supérieur du troisième âge a été créé par l'arrêté royal du 8 septembre 1969; il a été abrogé, d'une part, par l'arrêté de l'Exécutif flamand du 27 octobre 1982 instituant un Conseil supérieur flamand du troisième âge, et d'autre part, par le décret du Conseil de la Communauté française du 2 décembre 1982 créant un Conseil consultatif du troisième âge pour la Communauté française;

4Ele Conseil national de la protection de la jeunesse a été créé par l'article 4 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse; cet article 4 a été abrogé, pour la Communauté flamande, par le décret du Vlaamse Raad du 27 juin 1985 relatif à l'assistance spéciale à la jeunesse;

5Ele Conseil supérieur de l'assistance et du service social a été créé par un arrêté royal du 11 février 1954. Cet arrêté du 11 février 1954 a été maintenu en vigueur jusqu'à l'installation des membres du Conseil supérieur de l'aide sociale, en vertu de l'article 18 de l'arrêté royal du 31 mai 1977 réglant l'organisation et les attributions du Conseil

supérieur de l'aide sociale, remplacé par l'arrêté royal du 19 juillet 1978.

Le Conseil supérieur de l'aide sociale a été créé par l'arrêté royal du 8 septembre 1986, ce même arrêté a abrogé le Conseil supérieur de l'aide sociale créé par l'arrêté royal du 31 mai 1977.

Le problème qui se pose est celui de la répartition des compétences entre l'Etat et les Communautés. Pour éviter des modifications multiples, on pourrait écrire :

"e)aux institutions qui assistent les victimes de la guerre, les handicapés, les personnes âgées, les mineurs d'âge protégés ou les indigents et qui, après avis des organismes consultatifs de l'Etat ou des Communautés qui ont cette assistance dans leurs compétences, sont agréées par les organes compétents de l'Etat ou des Communautés dont relèvent ces institutions et, pour l'application de la loi fiscale, par le Ministre des Finances".

Article 104, 3E, h.

Le Fonds national de reclassement social des handicapés a été créé et organisé par l'article 2 de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés.

Cet article 2 a été abrogé par le décret du Vlaamse Raad du 27 juin 1990 portant création d'un Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées.

Il vaudrait mieux écrire :

"h)aux ateliers protégés qui, en exécution de la législation concernant le reclassement social des handicapés, sont créés ou agréés par l'Exécutif ou l'organisme compétent".

Article 104, 8E.

Le Roi ne pourrait définir de manière générale ce qu'il y a lieu d'entendre par "accessible au public", sous peine d'empiéter sur la compétence attribuée aux Régions en matière de monuments et de sites; il ne peut définir la condition d'accessibilité que pour l'application de la loi fiscale; il est dès lors suggéré d'écrire : "et définit notamment ce qu'il y a lieu d'entendre, pour l'application de la loi fiscale, par "accessibles au public"".

Article 108.

Les deux premiers alinéas gagneraient en lisibilité s'ils étaient corrigés de la manière suivante :

"Pour chaque parti politique, n'entre en ligne de compte pour l'agrément qu'une seule association sans but lucratif à titre d'institution qui accorde un soutien financier à ce parti.

Chaque année, l'institution concernée dépose, aux fins de consultation, au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement où est établi le siège social de l'institution, un document indiquant le montant total des libéralités reçues".

Article 111.

Pour ne pas figer la référence à l'arrêté royal du 23 août 1933, avec les modifications qui y ont été apportées en 1934, et pour permettre qu'il soit fait référence à cet arrêté avec les modifications qui pourraient y être apportées après cette date, il est suggéré d'omettre les mots "modifiés par les arrêtés royaux des 14 septembre 1934 et 24 décembre 1934".

Article 113.

Pour tenir compte de la nouvelle répartition des compétences en la matière, il serait opportun d'employer une formulation plus générale.

Le texte suivant pourrait être adopté :

"3Eles dépenses sont payées soit à des institutions reconnues, subsidiées ou contrôlées par les organismes publics ou par les organes compétents des Communautés, soit à des familles d'accueil indépendantes ou à des crèches placées sous la surveillance des institutions précitées".

Article 120.

A. La loi du 27 mars 1957 relative aux fonds communs de placement et modifiant le Code des taxes assimilées au timbre a été abrogée par la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers; l'arrêté royal du 4 mars 1991 relatif à certains organismes de placement collectif fait des fonds de placement gérés par une société de gestion, des organismes de placement collectif.

B. A l'alinéa 1er, 2E - et cette observation vaudra pour d'autres articles du projet, les mots "subdivisions politiques" ne peuvent pas être admis. Il est vrai que des dispositions fiscales ou internationales emploient les mots "subdivisions politiques et collectivités locales" pour un pays étranger. Il est douteux que la notion de subdivision politique s'applique avec une pertinence totale aux Communautés, aux Régions, aux provinces, aux agglomérations et aux communes.

Il convient dès lors de reproduire au 2E, le texte actuel de l'article 72, § 4, 2E, du Code des impôts sur les revenus du 26 février 1964.

On rappellera d'ailleurs que l'article 41, § 1er, de la loi du 7 décembre 1988, en donnant au Roi l'habilitation nécessaire à l'établissement de la coordination prévoit une adaptation afin de "viser expressément, le cas échéant, les Régions, les Communautés ...".

Article 124.

Conformément à la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, les mots : "agents de change établis en Belgique" doivent être remplacés par "sociétés de bourse de droit belge" (article 35).

En effet, les agents de change n'ont été autorisés à exercer leur activité en qualité de personne physique que jusqu'au 1er janvier 1991 (article 84 de la même loi).

Articles 126 et 127.

A. La présentation de ces deux dispositions s'écarte, dans le projet de coordination, de celle des textes législatifs originels.

L'article 126 dispose :

> "Quel que soit le régime matrimonial, les revenus des conjoints autres que les revenus professionnels sont cumulés avec les revenus professionnels de celui des conjoints qui en a le plus".

L'article 2 de la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre dispose :

> "Quel que soit le régime matrimonial, l'impôt est déterminé séparément sur la base :
>
> a)d'une part, des revenus professionnels de celui des conjoints qui en a le moins;
>
> b)d'autre part, des revenus professionnels de l'autre conjoint, cumulés avec tous les autres revenus des conjoints".

On peut cependant admettre quant au fond, que le texte de la coordination correspond à la volonté du législateur.

B. Dans l'article 127 du projet, dont la note de bas de page indique qu'il correspond partiellement à l'article 2 (reproduit ci-dessus) de la loi du 7 décembre 1988, la notion de quotité apparaît alors qu'elle ne figure pas dans le texte de la loi du 7 décembre 1988. Cet ajout doit être justifié.

Article 135.

Le Ministre des Finances ou son délégué ne pourrait désigner, de manière absolue, les autorités chargées d'établir la situation des handicapés, sous peine d'empiéter éventuellement sur la part de compétences attribuées aux Communautés, en matière de politique des handicapés, par l'article 5, § 1er, II, 4E, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Il est dès lors suggéré d'écrire à l'alinéa 2 : "Le Ministre des Finances ou son délégué désigne, pour l'application de la loi fiscale, ...".

Article 137.

L'article 137 du projet de coordination correspond à l'article 82, § 2, du Code des impôts sur les revenus, remplacé par la loi du 11 avril 1983.

L'article 137 inverse, en réalité, le contenu de l'article 82, § 2; ce paragraphe dispose :

> "Les enfants dont tous les revenus imposables sont cumulés avec ceux de leurs parents sont considérés comme étant à charge de ces derniers, quelle que soit l'importance de leurs revenus".

On n'aperçoit pas la raison de la modification que le projet de coordination apporte au texte législatif actuel, d'autant que le texte du projet n'apporte pas plus de clarté.

Article 156.

A la subdivision 3E, b, les mots "ou organismes officiels étrangers" sont remplacés par les mots "ou organismes d'intérêt public étrangers".

Il y a lieu de se référer à l'observation faite sous l'article 90.

Article 162.

Le texte gagnerait en clarté s'il était divisé en deux alinéas, présentés de la manière suivante :

"Lorsque les taux pratiqués sur les marchés financiers le justifient, le Roi peut déterminer ....

Aucune majoration ...".

Article 171.

A. De la division 5E, b, doit être rapproché l'article 41 de la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires qui dispose :

> "L'article 93, § 1er, 3E, b, du Code des impôts sur les revenus n'est pas applicable aux rémunérations du mois de décembre qui sont payées par l'autorité publique au cours du mois de janvier de l'année suivante, ni à l'allocation de fin d'année attribuée par la même autorité pour l'année 1983".

Si la partie de l'article relative à l'allocation de fin d'année attribuée pour l'année 1983 est devenue sans objet, il n'en va pas apparemment de même de la rémunération du mois de décembre payée au cours du mois de janvier suivant.

Eu égard aux termes de l'article 171, 5E, b ("par le fait d'une autorité publique"), il n'est pas indiqué de reproduire dans la coordination le texte de l'article 41 de la loi du 28 décembre 1983.

B. A l'article 171, 6E, premier tiret, le mot "promérité", comme à l'article 31 du projet, est incorrect et équivoque. Il conviendrait d'écrire "acquis et payé à ...".

Article 180.

A. En ce qui concerne les associations de droit public créées pour l'exploitation des ports, visées au c) :

1Ela loi du 11 septembre 1895 contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1895 :

a)approuve une convention entre l'Etat et la ville d'Anvers relative à la construction d'une nouvelle section de quais (article 5);

b)approuve une convention entre l'Etat et la ville de Gand relative à des travaux au canal de Gand à Terneuzen (article 6);

c)approuve une convention entre l'Etat et la ville d'Ostende relative aux installations maritimes d'Ostende (article 7);

d)approuve une convention entre l'Etat, la ville de Bruges et deux personnes privées relative à l'établissement et à la concession d'un port à la côte près de Heyst, d'un port à Bruges et d'un canal reliant ces deux ports (article 8);

e)autorise le Gouvernement à approuver la constitution et les statuts de la société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles;

2Ela loi du 11 septembre 1895 portant approbation de divers contrats relatifs à des biens domaniaux et autorisation d'aliéner des immeubles, contient un article 6 relatif au bassin à flot de Nieuport;

3Ela loi du 21 juin 1937 crée le port autonome de Liège;

4Ela loi du 12 février 1971 crée le port autonome de Charleroi;

5Ela loi du 20 juin 1978 crée le port autonome de Namur.

On peut en conclure que l'article 180, c, concerne :

-la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles, organisme d'intérêt public soumis à la loi du 16 mars 1954;

-la Compagnie des installations maritimes de Bruges, société anonyme, organisme d'intérêt public soumis à la loi du 16 mars 1954;

-le port autonome de Liège;

-le port autonome de Charleroi;

-le port autonome de Namur.

Le point c gagnerait en clarté si les cinq organismes étaient énumérés.

B. La division d pourrait être remplacée par une division en d et e :

"d) l'Office national du Ducroire;

e) la Compagnie belge pour le financement de l'industrie".

C. Les divisions b et e citent :

-les sociétés de transport intercommunaux régies par les lois du 17 juin 1953 et 22 février 1961;

-la Société nationale des chemins de fer vicinaux.

Actuellement, il convient de citer :

-la Société régionale wallonne de transport public de personnes et les sociétés d'exploitation qui lui sont liées (décret du 21 décembre 1989);

-la Vlaamse Vervoermaatschappij et les unités d'exploitation autonomes existant en son sein (décret du 31 juillet 1990);

-la Société des transports intercommunaux de Bruxelles (ordonnance du 22 novembre 1990).

Article 181.

A la division f, les mots "par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat qui a la famille dans ses attributions" doivent être remplacés par les mots "par les organes compétents des Communautés".

Article 185.

Dans le texte français de l'alinéa 3, 2E, il conviendrait d'écrire, pour les raisons exposées à propos de l'article 18, "des avances faites aux sociétés coopératives qui sont agréées par le Conseil national de la coopération".

Article 218.

Le texte du projet diffère du texte actuel, notamment en ce qui concerne les mots "y compris les primes d'assurances et les avances consenties depuis au moins un an visées à l'article 15, alinéa 2, 2E" qui figurent dans le texte actuel et auxquels sont substitués les mots "à l'exclusion des avances productives d'intérêts visées à l'article 185, alinéa 3, 2E, qui, au même moment, sont consenties depuis moins d'un an".

Il appartient au Gouvernement de justifier cette précision.

Article 224.

Au paragraphe 1er, alinéa 4, il convient de conserver les références aux articles 114 et 118 de la loi du 4 décembre 1990.

De cet article, doit être rapproché l'article 27 de la loi du 7 décembre 1988 qui dispose :

> "Lorsque la cotisation est établie au nom de deux conjoints, le crédit d'impôt visé à l'article 135, § 1er, alinéa 2, 2E, du Code est imputé sur l'impôt dû par le bénéficiaire des revenus assortis de ce crédit d'impôt, et le solde éventuel sur l'impôt dû par son conjoint".

L'article 27 se référait à l'article 135 tel qu'il existait au 7 décembre 1988. Le crédit d'impôt était différent selon qu'il s'agissait d'une part, du montant encaissé ou recueilli au titre de revenus d'actions ou parts ou de revenus de capitaux investis, avant déduction des frais d'encaissement, des frais de garde et autres frais et charges quelconques, et d'autre part, du montant des tantièmes et autres rémunérations brutes, fixes ou variables, compris dans la base de l'impôt des sociétés en vertu des articles 98 et 99.

Il est certain que l'article 27 de la loi du 7 décembre 1988 n'est plus en harmonie avec la teneur actuelle de l'article 135 du Code des impôts sur les revenus; cependant, l'article 27 n'a pas fait l'objet d'une abrogation expresse, si bien que la sécurité juridique n'est actuellement pas assurée.

Il appartiendra au législateur d'abroger cet article 27.

Article 225.

En ce qui concerne les "subdivisions politiques", on se reportera à l'observation faite à propos de l'article 120.

Article 233.

Au paragraphe 3, 8E, b, les mots "organismes d'intérêt public belges" remplacent, dans le projet de coordination, les mots "organismes officiels belges".

Il est malaisé de connaître la portée de la modification; les "organismes d'intérêt public belges" peuvent être compris de manière restrictive comme les organismes soumis à la loi du 16 mars 1954; ces mots peuvent aussi être pris dans une acception plus large. Il convient que les intentions du Gouvernement soient précisées.

Si les termes doivent être compris dans leur acception large, il est proposé d'écrire "organismes publics belges", comme suggéré à propos de l'article 90.

Article 236.

A la division 3E, le projet de coordination omet les mots "pour y charger ou y décharger des marchandises ou des passagers", que contient le texte actuel.

L'omission ne semble pas modifier la portée du texte; elle gagnerait à être commentée.

Article 261.

On se reportera à ce qui a été dit de la coordination de textes émanés de différents législateurs.

Pour la Région wallonne, le Code des impôts sur les revenus a été modifié de manière expresse. Il n'en va pas ainsi pour la Région flamande.

En effet, le décret du Vlaamse Raad du 21 décembre 1990 contenant des dispositions budgétaires techniques ainsi que des dispositions accompagnant le budget 1991 contient les articles 60 et 61 dont le premier, cité ci-dessous, déroge à l'article 159 du Code des impôts sur les revenus. Ces articles énoncent :

"Article 60. Par dérogation à l'article 159 du Code des impôts sur les revenus, modifié par l'arrêté royal du 7 novembre 1977 et la loi du 19 juillet 1979, les dispositions suivantes s'appliquent à la Région flamande :

1. Le prélèvement immobilier est fixé à 2,5 pour cent du revenu cadastral.

2. Pour les logements visés à l'article 159, alinéa 2, le prélèvement immobilier est fixé à 1,6 pour cent du revenu cadastral.

3. Pour les logements locatifs appartenant à la Société flamande du Logement ou aux sociétés agrées par elle d'une part, et les logements donnés en location par le Fonds flamand du Logement des familles nombreuses, dans le cadre

de ses opérations d'aide locative d'autre part, le prélèvement cadastral est fixé à 1,6 pour cent.

Article 61. Pour chaque province ou commune de la Région flamande, la modification visée à l'article 60 du pourcentage du revenu cadastral sur lequel le prélèvement immobilier par la Région est basé, ne peut ni augmenter, ni diminuer en soi le produit des centimes additionnels de l'exercice d'imposition 1991 à l'égard de l'exercice d'imposition 1990.

Si par conséquent, une de ces autorités désire diminuer ou augmenter sa part du prélèvement immobilier, elle est tenue de le préciser dans sa délibération et de mentionner séparément :

-le nombre de centimes additionnels nécessaire pour obtenir, à son niveau, le même rapport qu'en 1990;

-le nombre de centimes additionnels qui, à cet égard, sera perçu en plus ou moins à cet égard en 1991;

-le nombre de centimes additionnels qui sera effectivement perçu pour l'année 1991".

Article 263.

Au 2E, afin d'identifier le texte par son intitulé et sa date, il est suggéré d'écrire : "ou de l'article 13 des lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948".

Article 270.

On se reportera à l'observation précédemment faite quant aux "subdivisions politiques" (article 120).

Article 272.

A l'alinéa 2, 2E, pour les revenus de certificats de fonds de placement belges, on se reportera à l'observation faite à l'article 120.

Article 275.

L'article 174 du Code des impôts sur les revenus a été remplacé, avant de l'être par la loi du 22 février 1990, par l'article 30 de la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires.

L'article 54, § 2, de cette même loi dispose :

> "Pour l'application de l'article 30 (c'est-à-dire de l'article 174 du Code des impôts sur les revenus, remplacé par cet article 30), les intérêts de fonds déposés à la Caisse de (sic) dépôts et consignations, sont censés être attribués ou mis en paiement le 31 décembre de chaque année".

Le projet de coordination ne reproduit pas cette disposition qui garde, apparemment, sa raison d'être.

A moins que l'omission ne soit justifiée, l'article 275 du texte coordonné devrait être complété par l'alinéa suivant :

"Pour l'application du présent article, les intérêts des fonds déposés à la Caisse des dépôts et consignations sont censés être attribués ou mis en paiement le 31 décembre de chaque année".

Dans ce cas, la note de bas de page devrait être complétée par la mention que l'alinéa 3 tire son origine de l'article 54, § 2, de la loi du 28 décembre 1983.

Article 306.

A. L'article appelle la même observation que l'article 120 quant aux subdivisions politiques.

B. L'article 37 de la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre dispose :

> "Les microfiches et microfilms des rôles ont la même force probante que les originaux pour autant que ces microfiches et microfilms aient été réalisés par l'Administration des contributions directes ou sous son contrôle".

Cette disposition doit logiquement être rattachée à celle qui est relative à la force probante des rôles. Or, on ne trouve aucun texte dans le Code des impôts sur les revenus, actuellement en vigueur, qui soit relatif à cette force probante.

C'est une jurisprudence déjà ancienne qui a dégagé que le rôle

> "est un acte authentique par lequel l'administration des finances se crée un titre contre le contribuable, et manifeste sa volonté d'exiger le paiement de l'impôt" (3).

---

(3)Cassation, 17 juin 1929, Pas. 1929, I, 246; l'arrêt cite l'article 60 des lois coordonnées du 7 mars 1924, dont l'aliéna 2 énonçait, en sa première phrase :

> "Les rôles sont rendus exécutoires par la directeur des contributions";

un arrêt du 9 avril 1883 (Pas. 1883, I, p. 109) estimait que les rôles étaient "des pièces émanées d'un fonctionnaire public, spécialement chargé par la loi de constater les faits qu'elles relatent, sont des actes authentiques"; c'est l'application de l'article 1319 du Code civil.

L'arrêt du 3 septembre 1965 (Pas. 1966, I, II) a décidé que

"le rôle (...) acte authentique, fait foi, sauf inscription de faux en cas de falsification du rôle ou sauf rectification en cas d'erreur matérielle évidente et reconnue".

Le même arrêt avait écarté l'application, en matière d'impôts sur les revenus, de l'article 1334 du Code civil ("Les copies, lorsque le titre original subsiste, ne font foi que de ce qui est contenu au titre, dont la représentation peut toujours être exigée").

A défaut d'un meilleur emplacement, il semble que l'article 37 de la loi du 7 décembre 1988 trouve une place après l'article 306 de la coordination en projet.

Article 310.

Les mots "sans avoir égard au changement de parité par rapport à l'or résultant de la loi monétaire du 30 mars 1935" appellent quelques mots de commentaire.

L'article 310 reproduit l'article 210 du Code des impôts sur les revenus du 26 février 1964, qui reproduit lui-même l'article 85 des lois coordonnées du 15 janvier 1948, dont l'origine est l'article 5 de l'arrêté royal nE 277 du 31 mars 1936, insérant notamment dans les lois coordonnées (dont la date n'est pas donnée, mais qui datent du 6 août 1931) un article 85.

Le rapport au Roi précédant l'arrêté royal nE 277 du 31 mars 1936 apportant des modifications aux lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, explique :

> "Aux immunisations que l'article 4 prévoit de façon permanente, l'article 5 ajoute des immunisations partielles temporaires en ce qui concerne les plus-values sur approvisionnements et stocks, ainsi que sur les devises, dépôts, etc. Ces éléments ont été influencés immédiatement et de façon brutale par la loi monétaire du 30 mars 1935 et il a paru justifié d'éviter un prélèvement fiscal sur la partie des plus-values qui ne serait autre que de capital".

La loi monétaire du 30 mars 1935 donnait au Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la compétence de définir la nouvelle parité du franc avec l'or; cette parité n'était ni inférieure à 70 pour cent, ni supérieure à 75 pour cent de la parité définie par l'article 8 de l'arrêté royal du 25 octobre 1926. La parité monétaire nouvelle avait été fixée provisoirement par l'arrêté royal du 31 mars 1935 et "définitivement" par l'arrêté royal du 31 mars 1936.

La loi monétaire du 30 mars 1935 a été abrogée par la loi du 12 avril 1957 relative au statut monétaire, elle-même abrogée par la loi du 23 décembre 1988 portant des dispositions relatives au statut monétaire, à la Banque nationale de Belgique, à la politique monétaire et au Fonds monétaire.

Il est suggéré d'omettre les mots "par rapport à l'or résultant de la loi monétaire du 30 mars 1935".

Articles 312 à 320.

L'article 36 de la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre dispose :

"Section 3. -Amélioration de la perception de l'impôt.

Article 36. § 1er. L'Administration des contributions directes attribue un numéro fiscal d'identification aux contribuables soumis aux impôts visés à l'article 1er du Code des impôts sur les revenus.

Pour les personnes physiques, ce numéro fiscal correspond à leur numéro d'identification dans le Registre national des personnes physiques.

Le numéro fiscal d'identification des personnes morales ainsi que celui des contribuables qui ne sont pas inscrits dans le Registre national précité, est attribué et utilisé suivant les règles fixées par le Roi.

§ 2. Le numéro fiscal d'identification des personnes physiques peut être utilisé aux conditions et aux fins déterminées par l'arrêté royal du 25 avril 1986 autorisant certaines autorités du ministère des Finances à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques et par l'arrêté ministériel du 27 mars 1987 autorisant certains fonctionnaires de l'Administration des contributions directes à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques.

§ 3. Outre l'utilisation prévue au paragraphe 2, le numéro fiscal d'identification des personnes physiques peut être utilisé, au seul titre d'identifiant, dans les relations externes mentionnées ci-dessous et qui sont nécessaires pour l'exécution des dispositions législatives et réglementaires dont l'Administration des contributions directes est chargée :

1Eavec le titulaire de ce numéro ou avec ses représentants légaux;

2Eavec les autorités publiques ou les organismes autorisés en vertu de l'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques;

3Eavec les personnes physiques ou morales et les associations de fait qui sont tenues de fournir des renseignements au sujet du titulaire de ce numéro d'identification, dans le cadre des obligations qui leur sont imposées par une disposition législative ou réglementaire relative aux impôts sur les revenus.

Les personnes, les organismes et les associations, visés ci-dessus, ne sont autorisés à disposer de ce numéro que pour l'exécution de ces obligations.

§ 4. Lorsque l'Administration des contributions directes confie à un tiers l'exécution de travaux nécessaires à l'accomplissement de tâches qui lui sont dévolues, l'administration précitée est autorisée, exclusivement pour l'exécution de ces travaux :

1Eà communiquer à ce tiers les informations obtenues en application de l'arrêté royal du 27 septembre 1984, autorisant l'accès de certaines autorités du ministère des Finances au Registre national des personnes physiques;

2Eà utiliser, au seul titre d'identifiant, le numéro d'identification fiscal.

Par "tiers", il faut entendre toute entreprise belge qui remplit une mission d'intérêt général et qui a été désignée nominativement par le Roi pour obtenir communication des renseignements, exclusivement pour l'exécution de ces travaux.

Ces tiers ne sont autorisés à disposer des informations considérées et du numéro d'identification fiscal que le temps nécessaire à l'exécution de ces travaux et à cette seule fin.

§ 5. Les infractions aux dispositions des paragraphes 2 à 4 constituent une violation de l'article 9 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et sont punissables conformément à l'article 13 de cette loi.

§ 6. Sont soumis à l'obligation de reproduire le numéro fiscal d'identification des personnes physiques :

1Eles autorités publiques et organismes visés au paragraphe 3, alinéa 1er, 2E, dans leurs relations avec l'Administration des contributions directes, chaque fois qu'ils sont tenus de fournir des renseignements au sujet du titulaire de ce numéro d'identification;

2Eles personnes physiques ou morales et des associations de fait, se trouvant dans la situation prévue au paragraphe 3, alinéa 1er, 3E, et qui sont tenues de faire usage du numéro d'identification des personnes physiques en vertu des arrêtés royaux du 5 décembre 1986 réglant l'utilisation, dans le secteur social, du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques.

§ 7. La non-observation des dispositions du paragraphe 6 est punie conformément à l'article 335 du Code des impôts sur les revenus".

Cet article contient des dispositions qui trouvent logiquement leur place dans une coordination des textes relatifs aux impôts sur les revenus, dans le chapitre relatif à la déclaration.

Par comparaison, on remarquera que le Code en projet impose, notamment en ses articles 325, 329 et 333, des obligations aux autorités publiques et aux personnes physiques et morales. Il ne se conçoit pas que l'article 36 de la loi du 7 décembre 1988 ne soit pas inclus dans la coordination.

Articles 333 et 334.

On se reportera à la remarque précédemment faite quant aux subdivisions politiques.

Après l'article 337.

L'article 25 de la loi du 11 avril 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires est rédigé comme suit :

> "L'Administration des contributions est tenue de faire en sorte que la situation fiscale des contribuables soit examinée au moins une fois tous les trois ans".

Cette disposition doit figurer dans la coordination en projet.

Article 364.

L'article est excessivement long, de sorte que la clarté du texte est insuffisamment établie; chacun des paragraphes gagnerait à former un article distinct.

Article 392.

Le texte semble applicable aux huissiers de justice comme aux huissiers des contributions directes.

Ceux-ci continuent à instrumenter, comme le prouve le jugement du juge des saisies à Bruxelles du 14 février 1991 (Journal des tribunaux, 27 avril 1991, p. 313 à 316).

La loi du 5 juillet 1963 réglant le statut des huissiers de justice dispose en son article 48, § 4 :

> "Dans les lois et arrêtés antérieurs à la présente loi, les mots "huissiers", "huissiers près une cour ou un tribunal", "huissier-audiencier" sont remplacés par les mots "huissier de justice".

Il convient d'écrire dans le texte de l'article 392 "Les huissiers de justice", puisque c'est à eux seuls que le texte est applicable.

Article 400.

L'article est fort long, il gagnerait à être subdivisé; les articles 400 et 401 gagneraient à être contenus dans une section particulière qui pourrait être intitulée :

"Activités pour lesquelles il doit être fait appel à un entrepreneur enregistré".

Article 413.

Au paragraphe 2, les mots "du présent article" qui suivent la référence au paragraphe 1er sont superflus et doivent être omis.

Article 446.

Cet article prévoit que la violation du secret professionnel "sera punie conformément aux articles 66, 67 et 458 du Code pénal".

Le renvoi à l'article 66 du Code pénal, relatif à la corréité, et à l'article 67 du même Code, qui traite de la complicité, doit être omis.

En effet, l'article 450, § 1er, rend applicables aux infractions visées par les articles 442 à 446 toutes les dispositions du livre premier du Code pénal, sans exception

du chapitre VII et de l'article 85. Ainsi, les articles 66 et 67 du Code pénal sont-ils rendus applicables à l'article 446.

Il suffit d'écrire, dans ce même article : "sera punie conformément à l'article 458 du Code pénal".

Article 450.

Au paragraphe 2, il convient d'omettre les références aux lois modificatives du 22 décembre 1969 et du 25 juin 1975, devenues sans objet, et de mentionner que la loi du 5 mars 1952 est modifiée par la loi du 22 décembre 1989.

L'avant-projet de loi portant des dispositions budgétaires (L. 20.769/2) contient un article 54 qui modifiera à nouveau le montant des décimes additionnels.

Article 453.

Les paragraphes 3, 4 et 5 de l'article 453 gagneraient à être groupés de la manière suivante :

-les paragraphes 3 et 5 pourraient former un article séparé, divisé en deux paragraphes;

-le paragraphe 4 constituerait un autre article.

Tables de concordance.

Il serait judicieux d'ajouter à la table de concordance établie au départ du Code du 26 février 1964, une table de concordance partant de la loi du 7 décembre 1988.

A. ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. VOORAFGAANDE OPMERKING.

Hoe noodzakelijk de coördinatie van een bepaalde aangelegenheid ook moge blijken, toch dient het ideale tijdstip om een gecoördineerde tekst te redigeren zich aan na een wetgevend moratorium, zodat zich enige, zelfs tijdelijke, stabiliteit voordoet in de behandelde aangelegenheden.

Anders is het gelegen met de aangelegenheid van de inkomstenbelastingen.

Op het ogenblik dat de Raad van State verzocht is advies uit te brengen over dit ontwerp van Wetboek van de inkomstenbelastingen, was er een aanvraag ingediend om advies over een voorontwerp van wet houdende begrotingsbepalingen, van welk voorontwerp de artikelen 34 tot 39 het thans geldende Wetboek wijzigen (4). Op 10 juni 1991 is de Raad van State verzocht advies uit te brengen over een amendement van de Regering op het wetsontwerp tot wijziging, wat de fusies en splitsingen van vennootschappen betreft, van de wetten op de handelsvennootschappen, gecöordineerd op 30 november 1935; dat amendement heeft tot doel een nieuwe fiscale regeling in te voeren voor de fusies van vennootschappen.

Aangezien nog andere latere wijzigingen mogelijk zijn, is bij het onderzoek van dit ontwerp van Wetboek geen rekening gehouden met de geplande wijzigingsbepalingen die de Raad van State thans bekend zijn.

II. STREKKING VAN DE DOOR DE WETGEVER VERLEENDE MACHTIGING.

De coördinatie waarvan het ontwerp voor advies aan de Raad van State is voorgelegd, vertoont bijzondere kenmerken; ze steunt namelijk op een ongewoon ruime machtiging die artikel 41, § 1, van de wet van 7 december 1988 aan de Koning verleent.

In de totstandkoming ervan gaat de coördinatie verder dan wat hetzij bijzondere machtigingen, hetzij de toepassing van de wet van 13 juni 1961 betreffende de coördinatie en de codificatie van wetten mogelijk maken. Ze wijkt inzonderheid af van de oorspronkelijke tekst van de gecoördineerde wetten, in ieder geval wat de inrichting van de teksten betreft. Ze zet een stap verder doordat ze uit bepaalde beginselen - zonder

---

(4)Advies gegeven op 30 april 1991, onder het nr. L. 20.769/2.

deze te wijzigen, wat ze niet zou kunnen doen - de gevolgen haalt die er op algemene wijze lijken te moeten uit voortvloeien; dat is een manier om de tekst te harmoniseren.

De coördinatie gaat vaak nog verder : dat is met name het geval met de artikelen 4, 14, 20, 59, 89 en 98, die hierna van commentaar zullen worden voorzien. Die laatste bepalingen zijn niet op hun plaats in het koninklijk besluit tot coördinatie. Er zouden afzonderlijke artikelen moeten worden aan gewijd in de bekrachtigingswet. Zoals de Raad van State er immers op geattendeerd heeft in zijn advies over het ontwerp van wet waaruit de wet van 7 december 1988 is ontstaan, en zoals de tekst zelf van artikel 41, § 1, tweede lid, van de wet van 7 december 1988 preciseert, kan de Koning de te coördineren bepalingen niet inhoudelijk wijzigen, ook al dient daarenboven het koninklijk besluit tot coördinatie door de Wetgevende Kamers te worden bekrachtigd.

III. COORDINATIE VAN TEKSTEN DIE AFKOMSTIG ZIJN VAN VERSCHILLENDE WETGEVERS.

Onder de regelingen die het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 26 februari 1964 gewijzigd hebben, vermeldt artikel 1 van het coördinatiebesluit :

"71E het decreet Waalse Gewestraad van 28 juni 1983;

73E het decreet Vlaamse Raad van 16 november 1983;

86Ehet decreet Waalse Gewestraad van 1 december 1988".

Het onder 71E bedoelde decreet is het decreet betreffende het Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië.

Artikel 77septies dat, met andere, door het enige artikel in de Huisvestingscode wordt ingevoegd, luidt als volgt :

"Artikel 77septies. In de opschriften en in de bepalingen van de wetten en besluiten waarin de benaming "Woningfonds van de Bond der Kroostrijke Gezinnen van België" voorkomt, met uitzondering van de wetten en besluiten die tot de bevoegdheid van de Gewesten behoren, overeenkomstig de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der

instellingen, worden de woorden "en het Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië" toegevoegd na de voornoemde benaming".

Het onder 73E bedoelde decreet is het decreet houdende aanvulling van de Huisvestingscode met bijzondere bepalingen betreffende het Vlaams Woningfonds van de Grote Gezinnen; artikel 4 van dat decreet voegt in de Huisvestingscode een artikel 82ter in en luidt als volgt :

"Artikel 4. In Titel III, Hoofdstuk IV, van dezelfde Huisvestingscode wordt een artikel 82ter ingevoegd luidend als volgt :

"Artikel 82ter. In het opschrift en in de bepalingen van de wetten en besluiten waarin de benaming "Het Woningfonds van de Bond der Kroostrijke Gezinnen van België" voorkomt, met uitzondering van de wetten en besluiten die tot de bevoegdheid van de Gewesten behoren op grond van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, worden de bewoordingen "en het Vlaams Woningfonds van de Grote Gezinnen" toegevoegd na de hoger vermelde benaming"".

Het onder 86E vermelde decreet is het decreet van 1 december 1988 betreffende de vermindering van de onroerende voorheffing voor de woningen behorende tot het Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië alsmede tot de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting en tot de door haar erkende maatschappijen en die als sociale woningen of daarmee gelijkgestelde woningen worden verhuurd. Artikel 1 van dat decreet luidt als volgt :

"Artikel 159 van het Belastingswetboek, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1979 wordt aangevuld door het volgende lid :

"Voor het Waalse Gewest is dit percentage met 0,8 pct. verminderd enerzijds voor de woningen behorende tot de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting alsmede tot de door haar erkende maatschappijen en, anderzijds voor de eigendommen van het Fonds van de Kroostrijke

Gezinnen van Wallonië die in het kader van zijn operaties van huurbijstand worden verhuurd"".

Bij de eerste twee decreten doet zich geen probleem voor want artikel 41, § 1, tweede lid, 4E, van de wet van 7 december 1988 stelt de Koning in staat bestaande teksten aan te passen om rekening te houden met de nieuwe instellingen, het is overbodig ze in de opsomming van de wijzigingsteksten op te nemen.

Het decreet van de Waalse Gewestraad van 1 december 1988 wijzigt uitdrukkelijk het Wetboek van de inkomstenbelastingen; als zodanig doet het de principiële vraag opwerpen of de Koning gewestelijke bepalingen kan coördineren met nationale bepalingen.

De nationale overheden die verordenende of wetgevende bevoegdheid bezitten zijn in genen dele gerechtigd om, zij het met het oog op coördinatie, beslissingen te nemen in gewestelijke aangelegenheden.

Derhalve behoort het decreet van de Waalse Gewestraad van 1 december 1988 weggelaten te worden uit de coördinatie.

*

IV. OPMERKINGEN BETREFFENDE DE GECOORDINEERDE TEKST.

A. Coördinatiebesluit.

Artikel 1.

Bij artikel 41 van de wet van 7 december 1988 zijn twee opmerkingen te maken.

Enerzijds neemt de wetgever het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 26 februari 1964 als uitgangspunt voor de nieuwe coördinatie. In de voetnoten, waarvan de redactie bij de coördinatie van 1964 reeds heel wat problemen had doen rijzen, kan aldus bij de vermelding van de oorsprong van de teksten die in deze coördinatie worden overgenomen en van de wijzigingen die de gecoördineerde tekst van 26 februari 1964 heeft ondergaan, alleen naar deze laatste coördinatie worden verwezen.

Anderzijds wordt in het tweede lid, 2E, bepaald dat de Koning

> "2Ede desbetreffende bepalingen (kan) opstellen op grond van de te coördineren bepalingen".

De tekst wordt voldoende duidelijk wanneer men weet dat "bepaling" in het Nederlands twee betekenissen heeft, namelijk die van definitie en van voorschrift. Het ziet er naar uit dat de tekst zo moet worden gelezen dat de Koning de definities kan geven die noodzakelijk of nuttig lijken voor de vereenvoudiging van de teksten.

Artikel 2.

De machtiging verleend door de wetgever, welke vervat is in artikel 41, § 1, van de wet van 7 december 1988, luidt :

> "De coördinatie zal de volgende benaming dragen : "Wetboek van de inkomstenbelastingen" gevolgd door het jaartal waarin de bekrachtigingswet in werking zal treden;".

Het is overbodig om aan de tekst van het coördinatiebesluit een artikel 2 toe te voegen dat, in licht

gewijzigde bewoordingen, het vijfde lid van het eerder genoemde artikel 41, § 1, overneemt.

De wetsbepaling is op zich duidelijk; eventueel kan het jaartal in de bekrachtigingswet zelf aan het opschrift worden toegevoegd.

B. De ordening van de gecoördineerde tekst.

1E De voetnoten.

Gewoonlijk geven de voetnoten onder meer de inlichtingen aan de hand waarvan de oorspronkelijke tekst van elke gecoördineerde bepaling kan worden teruggevonden. Aldus kan de parlementaire voorbereiding worden geraadpleegd. Er zijn ook gegevens in te vinden over de aanpassingen die door

de tekst van de coördinatie zijn aangebracht in de oorspronkelijke teksten : zo ook wordt gewezen op de woorden die zijn vervangen en op de gewijzigde verwijzingen (5).

Dit is niet het geval met de tekst waarover thans advies wordt gevraagd aan de Raad van State; het valt te begrijpen dat ter wille van de vereenvoudiging en de harmonisering waarnaar wordt gestreefd geen melding wordt gemaakt van de woorden die zijn vervangen, doch het valt te betreuren dat de verwijzingen niet zijn aangepast.

In de "algemene opmerking betreffende de verwijzingen in de voetnoten" behoren de verwijzingen naar wetteksten die niet uitdrukkelijk wijzigingen hebben aangebracht in de gecoördineerde teksten te vervallen; aldus moeten de afkortingen in verband met decreten en ordonnanties bijgevolg vervallen.

2E De onderverdeling van de artikelen.

In het algemeen worden de traditionele regels met betrekking tot de onderverdeling van de artikelen in de gecoördineerde tekst in acht genomen : 1E, 2E, ..., telkens verder onderverdeeld in a, b, c ...

---

(5)Christian Lambotte, Technique législative et codification, Brussel, E. Story-Scientia, 1988, blz. 230 en 231 en de daarin aangehaalde verwijzingen.

Wanneer een artikel slechts eenmaal moet worden onderverdeeld, zou het beter zijn gebruik te maken van 1E, 2E, in plaats van a, b, ... of van streepjes; dit is onder meer het geval met de artikelen 32, 33 en met het artikel 56, tweede lid.

Wanneer er een dubbele onderverdeling nodig is, geldt als regel dat er gebruik wordt gemaakt van a, b, c, wat het verwijzen vergemakkelijkt, en dat geen gebruik wordt gemaakt van streepjes; er wordt verwezen naar artikel 38, 11E en naar artikel 75, 5E.

3E De interne verwijzingen.

Verwijzingen naar de "vorige leden" moeten worden vermeden en er moet worden verwezen naar het eerste, tweede ... lid. Dit is onder meer het geval met de artikelen 46, 215, 334, 342 en 403.

B. ARTIKELSGEWIJZE OPMERKING.

Artikel 2.

A. De definities die in dit artikel voorkomen zouden kunnen worden aangevuld met de definitie van de investeringsvennootschappen. Die vennootschappen worden omschreven in artikel 45, § 1, vierde lid; dit lid zou uit artikel 45

moeten worden gelicht en worden ingevoegd in artikel 2. In de Nederlandse tekst zou het woord "investeringsvennootschappen" moeten worden vervangen door het woord "beleggingsvennootschappen" ten einde rekening te houden met de nieuwe terminologie van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten.

B. Het valt te betreuren dat er in het ontwerp geen definitie te vinden is van de "fiscale woonplaats", waarvan sprake is in artikel 174 van het ontwerp.

Artikel 4.

In het ontwerp van coördinatie wordt bepaald dat de buitenlandse diplomatieke ambtenaren en de consulaire beroepsambtenaren die in België zijn geaccrediteerd niet aan de personenbelasting zijn onderworpen (wat thans reeds het geval is), doch wordt daaraan toegevoegd : "alsmede hun inwonende gezinsleden".

In tegenstelling met wat wordt bepaald in punt 2E geldt die uitzondering niet op voorwaarde van wederkerigheid.

De Regering zou die uitbreiding moeten verantwoorden.

Artikel 5.

In het ontwerp van coördinatie worden de woorden "als belastbaar" toegevoegd aan de woorden "al hun in dit Wetboek vermelde inkomsten"; die toevoeging lijkt de draagwijdte van de tekst niet te wijzigen.

Artikel 6.

Het ontwerp van coördinatie voegt aan het begin van het eerste lid de woorden "behoudens andersluidende bepalingen" toe.

Met die woorden wordt iets vanzelfsprekends uitgedrukt en die toevoeging verandert de strekking van de tekst niet. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom dit wordt toegevoegd.

Artikel 14.

Dit artikel is een synthese van artikel 9 van de wet van 7 december 1988 en artikel 71, § 1, 6E, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Het derde lid, dat betrekking heeft op de aanrekening van de aftrekken, stemt niet overeen met enige bepaling in de thans vigerende wetgeving.

Het verplaatsen van artikel 71 en de toevoeging van het derde lid moeten worden verantwoord.

Artikel 18.

In de Franse tekst van 3E zijn de woorden "d'avances faites aux sociétés agréées par le Conseil national de la coopération" niet zonder meer ondubbelzinnig; in feite kan het in geen geval gaan om voorschotten die door de Nationale Raad van de Coöperatie zijn toegestaan, doch om voorschotten die zijn toegestaan aan coöperatieve vennootschappen die door de Nationale Raad van de Coöperatie zijn erkend; er wordt voorgesteld duidelijkheidshalve te schrijven : "d'avances faites par les associés aux sociétés coopératives qui sont agréées par le Conseil national de la coopération", en in de Nederlandse tekst : "om voorschotten die vennoten toestaan aan coöperatieve vennootschappen die door de Nationale Raad van de Coöperatie zijn erkend".

Artikel 20.

In artikel 17 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 26 februari 1964 wordt verwezen naar de "in artikel 11, 6E, bedoelde renten".

Dit artikel 11, 6E, luidt :

"Inkomsten en opbrengsten van roerende goederen en kapitalen zijn inkomsten die begrepen zijn in lijfrenten of tijdelijke renten, pensioenen uitgezonderd, na 1 januari 1962 onder bezwarende titel aangelegd ten laste van enigerlei in België of in het buitenland gevestigde rechtspersonen of ondernemingen".

Artikel 20 van het ontwerp van coördinatie verschilt in zoverre van de thans vigerende tekst dat het voortaan de tijdelijke renten uitsluit en het toepassingsgebied beperkt tot de lijfrenten.

Die uitsluiting moet worden verantwoord.

Artikel 21, 7E.

In de tekst staat te lezen : "een nieuwe nationale maatschappij die de verplichtingen van de voornoemde maatschappijen zou overnemen". Die "nieuwe nationale maatschappij" is het Amortisatiefonds van de leningen voor de sociale huisvesting, opgericht door artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 518 van 31 maart 1987 tot bekrachtiging van de overeenkomst tussen de Regering en de Vlaamse Executieve, de Waalse Gewestexecutieve en de Executieve van het Brusselse Gewest betreffende de regeling van de schulden van het verleden en de ermede verband houdende lasten inzake sociale huisvesting. Het koninklijk besluit nr. 518 van 31 maart 1987 is bekrachtigd bij de wet van 30 juli 1987.

Er wordt voorgesteld, in artikel 21, 7E, de woorden "of door een nieuwe nationale maatschappij die de verplichtingen van de voornoemde maatschappijen zou overnemen" te vervangen door de woorden "of door het Amortisatiefonds van de leningen voor de sociale huisvesting".

Artikel 23.

In paragraaf 2 zijn de woorden "met uitsluiting van de vrijgestelde inkomsten" nieuw. De toevoeging lijkt de huidige regels niet te wijzigen.

Artikel 25.

In 3E behoort er om grammaticale redenen te worden geschreven : "de baten van de speculaties van de ondernemer".

Artikel 29.

Het samen in dit artikel onderbrengen van de Europese economische samenwerkingsverbanden en de economische samenwerkingsverbanden houdt verband met de techniek van de coördinatie.

Artikel 31.

A. In de Franse tekst van het tweede lid, c, moeten de woorden "d'un contrat de louage de travail" ter wille van de eenvormigheid van de terminologie met de wet van 3 juli 1978 en met andere artikelen van het ontwerp worden vervangen door de woorden "d'un contrat de travail".

B. In het tweede lid, e, moeten de woorden "die voorheen door een werknemer zijn verworven", die onjuist en dubbelzinnig zijn, worden vervangen door de woorden "die door een werknemer zijn verkregen".

Artikel 38.

A. Men kan er begrip voor opbrengen dat de tekst van punt 2E voldoende ruimte openlaat om tevens te gelden voor de sommen toegekend aan de oorlogsslachtoffers, de krijgsgevangenen en de politieke gevangenen; de tekst mag

evenwel niet zo worden opgevat dat hij van toepassing is op de personen op wie de wet van 21 juni 1960 houdende statuut van de militairen die tijdens de oorlog 1940-1945 in de Belgische Strijdkrachten in Groot-Brittannië gediend hebben, van toepassing is.

Die wet voorziet in een dotatie die "vrij (is) van elke directe belasting en van alle gelijksoortige taksen".

Er wordt derhalve voorgesteld aan artikel 38, na punt 2E, een bepaling toe te voegen luidende :

"3EDe dotatie die op basis van de wet van 21 juni 1960 is toegekend aan de militairen die tijdens de oorlog 1940-1945 in de Belgische Strijdkrachten in Groot-Brittannië hebben gediend;".

De onderverdelingen 3E tot 11E moeten worden vernummerd.

B. In 4E moeten de woorden "aan weduwen" worden vervangen door de woorden "aan de langstlevende echtgenoten", overeenkomstig de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

C. Punt 6E moet in verband worden gebracht met de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen en met het koninklijk besluit van 15 februari 1991.

Die tekst moet niet zo worden uitgelegd dat hij slechts van toepassing is op de toelagen toegekend aan de personen die onder de regeling vallen van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering; hij is eveneens toepasselijk op de verplicht verzekerden die een aanvullende vrije ziekenfondsverzekering hebben aangegaan.

Bijgevolg wordt de volgende tekst voorgesteld :

"6Etoelagen voor geneeskundige verzorging en voor begrafeniskosten, in het kader van de vrije ziekenfondsverzekering toegekend door de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen die goedgekeurd zijn overeenkomstig de wet van 6 augustus 1990;".

D. Punt 7E houdt eveneens verband met de vergoedingen die ten laste komen van de begroting van de gemeenschaps- en gewestinstellingen; er zou moeten worden geschreven : "door de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten toegekend".

Artikel 44.

De woorden "onverminderd het bepaalde in artikel 24, eerste lid, 3E" welke in de inleidende volzin van paragraaf 1 voorkomen, zijn weliswaar nieuw, doch hebben hun nut als verwijzing naar de vigerende bepalingen.

Artikel 47, § 2.

A. Ter wille van de duidelijkheid zou het beter zijn dat het tweede lid wordt ingedeeld in twee leden, waarvan het tweede zou beginnen met de woorden : "In de gevallen bedoeld in de artikelen 45 en 48".

B. Wil men enige dubbelzinnigheid vermijden in het derde lid, dan zou het beter zijn te schrijven : "Voor de toepassing van deze paragraaf".

Artikel 53.

A. Punt 7E, dat is onderverdeeld in a en b, moet worden opgesplitst in 7E en 8E; de volgende onderverdelingen moeten met een nummer worden verschoven.

B. In het huidige punt 7E, b, dat punt 8E zou worden, doen de woorden "een door België erkend ziekenfonds" een tweevoudig probleem rijzen dat enerzijds op de terminologie en anderzijds op de zaak zelf betrekking heeft.

Wil men zich naar de wet van 6 augustus 1990 voegen, dan zou men moeten schrijven : "goedgekeurd ziekenfonds".

Het fundamentele probleem heeft betrekking op de overeenstemming van de bepaling met het verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, met name wat het vrij verrichten van diensten betreft (art.59). In dat verband heeft het Hof van Cassatie in zijn arrest van 28 juni 1990 een prejudiciële vraag gesteld aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen.

Artikel 54.

A. In punt 6E schrijve men : "geldboeten, met inbegrip van transactionele geldboeten, verbeurdverklaringen en straffen".

B. In punt 9E wordt gelukkig een discrepantie tussen artikel 50, 7E en artikel 50bis opgelost; er lijkt geen enkel probleem te bestaan.

Artikel 56.

Het artikel is vrij lang en het zou beter in tweeën worden gesplitst.

Artikel 56 zou de eerste twee leden van het huidige artikel omvatten; het eerste, beginnend met "Interesten van obligaties ..." en het tweede met "De in aanmerking te nemen rentevoet ...".

Het nieuwe artikel 57 zou twee paragrafen bevatten. De beperkingen die niet van toepassing zijn steunen op een tweevoudig criterium, namelijk enerzijds de financiële instelling die de sommen betaalt en anderzijds de reden of de bestemmeling van de betaling. Paragraaf 1 van het nieuwe artikel 57 zou bestaan uit het derde lid van artikel 56 van het ontwerp, paragraaf 2 uit het vierde lid.

Indien dit voorstel wordt aangenomen zal moeten worden bepaald dat geen beperking geldt "voor de toepassing

van artikel 56" en moet in het vierde lid van het ontwerp, 2E, a, de verwijzing naar "het vorige lid" worden vervangen door een verwijzing naar paragraaf 1.

Artikel 59.

A. Ter wille van de duidelijkheid zou het beter zijn dat het eerste lid wordt ingedeeld in twee leden, waarbij het tweede zou bestaan uit de derde zin ("De Koning bepaalt") van het huidige lid.

B. In het tweede lid wordt een nieuwe bepaling toegevoegd die betrekking heeft op de uitkeringen op grond van het pensioensparen. Die bepaling moet door de Regering worden verantwoord.

De artikelen 63 tot 66.

Het zou logischer zijn dat artikel 63 dichter bij artikel 66 van het ontwerp komt te staan.

De artikelen 64 en 65 die betrekking hebben op de vaste activa zouden aldus voorafgaan aan artikel 63 waarvan het onderwerp verwant is aan dat van artikel 66.

Artikel 80.

De toevoeging van de woorden "met uitzondering van de Europese economische samenwerkingsverbanden en de economische samenwerkingsverbanden" wordt gerechtvaardigd door de aard van de coördinatie.

Artikel 89.

De machtiging die door paragraaf 2 aan de Koning wordt verleend vormt een nieuwe bepaling. Zij zal moeten worden verantwoord met toetsing aan met name artikel 110 van de Grondwet.

Artikel 90.

In punt 2E worden de woorden "of officiële instellingen zonder winstoogmerken" in het ontwerp van coördinatie vervangen door de woorden "of instellingen van openbaar nut".

De inhoud van het begrip instelling van openbaar nut zou moeten worden gepreciseerd; dat begrip moet in dit artikel in ruimere zin worden geïnterpreteerd, want met die termen worden kennelijk nog andere instellingen bedoeld dan die bedoeld in de wet van 16 maart 1954. Er wordt derhalve voorgesteld te schrijven "openbare instellingen".

Artikel 93.

A. In de punten b en d moet het Wetboek der registratierechten met zijn volledige opschrift worden vermeld, namelijk "Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten".

B. Wat punt c betreft zij erop gewezen dat de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke artikel 1186 van het Gerechtelijk Wetboek heeft vervangen. Bij het in werking treden van de wet van 26 juni 1990 (uiterlijk 27 juli 1991) zal die bepaling luiden :

> "Wanneer overgegaan moet worden tot vervreemding van onroerende goederen die geheel of ten dele toebehoren aan

minderjarigen, onbekwaamverklaarden of aan personen te wier aanzien een beschermingsmaatregel is genomen met toepassing van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke, zijn hun wettelijke vertegenwoordigers gehouden daartoe machtiging te vragen aan de familieraad".

Ter wille van de overeenstemming met de wet van 26 juni 1990 zou punt c moeten worden vervangen door de volgende tekst :

"c)overdracht onder bezwarende titel van goederen die toebehoren aan al dan niet ontvoogde minderjarigen, aan onbekwaamverklaarden of aan personen te wier aanzien een beschermingsmaatregel is genomen met toepasisng van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke ingeval de familieraad daartoe machtiging heeft gegeven;".

Artikel 98.

De woorden "de bedrijfsvoorheffing" worden toegevoegd en die aanvulling moet worden verantwoord.

Artikel 101.

Gelet op de bevoegdheden van de Gewestinstellingen terzake, wordt voorgesteld in paragraaf 1, 2, b te schrijven : "van de wetgeving houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw".

Artikel 104.

In de bepaling onder 3E, e, wordt verwezen naar verschillende adviesorganen :

1Ede Hoge Raad van de Nationale Werken van de Oorlogsslachtoffers; die raad is vervangen door de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oudstrijders en oorlogsslachtoffers, volgens artikel 28 van de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oudstrijders en oorlogsslachtoffers, en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oudstrijders en oorlogsslachtoffers;

2Ede Hoge Raad voor Minder-Validen is opgericht bij het koninklijk besluit van 10 november 1967, opgeheven bij het koninklijk besluit van 9 juli 1981 dat een Nationale Hoge Raad voor Minder-Validen heeft opgericht. In artikel 20 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten wordt naar die raad verwezen;

3Ede Hoge Raad voor de Derde Leeftijd is opgericht bij het koninklijk besluit van 8 september 1969; het is opgeheven, enerzijds bij het besluit van de Vlaamse Executieve van 27 oktober 1982 tot oprichting van een Vlaamse Hoge Raad voor de derde leeftijd en anderzijds bij het decreet van de Franse Gemeenschapsraad van 2 december 1982 in verband

met de oprichting van een Raad van Advies voor de 3e leeftijd van de Franse Gemeenschap.

4Ede Nationale Raad voor Jeugdbescherming is opgericht bij artikel 4 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming; dat artikel 4 is, voor de Vlaamse Gemeenschap, opgeheven bij het decreet van de Vlaamse Raad van 27 juni 1985 inzake bijzondere jeugdbijstand;

5Ede Hoge Raad voor de Onderstand en het Maatschappelijk Dienstbetoon is opgericht bij een koninklijk besluit van 11 februari 1954. Dat besluit van 11 februari 1954 is in stand gebleven tot aan de installatie van de leden van de Hoge Raad voor Maatschappelijk Welzijn, krachtens artikel 18 van het koninklijk besluit van 31 mei 1977 tot regeling van de inrichting en de bevoegdheid van de Hoge Raad voor Maatschappelijk Welzijn, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 juli 1978.

De Hoge Raad voor Maatschappelijk Welzijn is opgericht bij het koninklijk besluit van 8 september 1986; datzelfde besluit heeft de Hoge Raad voor Maatschappelijk Welzijn, die was opgericht bij het koninklijk besluit van 31 mei 1977, opgeheven.

Het probleem dat aan de orde is, is dat van de verdeling van de bevoegdheden tussen de Staat en de Gemeenschappen. Om veelvuldige wijzigingen te vermijden zou men kunnen schrijven :

"e)aan instellingen die de oorlogsslachtoffers, de minder-validen, de bejaarden, de beschermde minderjarigen of de behoeftigen bijstaan en die, na advies van de raadgevende instellingen van de Staat of van de Gemeenschappen tot wier bevoegdheid die bijstand behoort, worden erkend door de bevoegde organen van de Staat of van de Gemeenschappen waaronder die instellingen ressorteren en, voor de toepassing van de belastingwet, door de minister van Financiën".

Artikel 104, 3E, h.

Het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen is opgericht bij artikel 2 van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen.

Dat artikel 2 is opgeheven bij het decreet van de Vlaamse Raad van 27 juni 1990 houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap.

Het zou beter zijn te schrijven :

"h)aan beschutte werkplaatsen die, ter uitvoering van de wetgeving betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, opgericht of erkend zijn door de Executieve of door de bevoegde instelling".

Artikel 104, 8E.

De Koning mag niet op algemene wijze bepalen wat dient te worden verstaan onder "voor het publiek toegankelijk zijn" om te vermijden dat Hij inbreuk maakt op de aan de Gewesten verleende bevoegdheid inzake monumenten en landschappen; Hij mag de toegankelijkheidsvoorwaarde alleen definiëren voor de toepassing van de belastingwet; bijgevolg wordt voorgesteld te schrijven : "en inzonderheid wat, voor de toepassing van de belastingwet, wordt verstaan onder "voor het publiek toegankelijk zijn"".

Artikel 108.

De eerste twee leden zouden beter leesbaar zijn indien zij als volgt werden verbeterd :

"Voor elke politieke partij komt slechts één vereniging zonder winstoogmerk voor erkenning in aanmerking als instelling die financiële steun verleent aan die partij.

De betrokken instelling legt jaarlijks, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement waar de zetel van instelling is gevestigd, een document ter inzage neer waarin het totale bedrag van de ontvangen giften wordt vermeld".

Artikel 111.

Om de verwijzing naar het koninklijk besluit van 23 augustus 1933, met de wijzigingen die erin zijn aangebracht in 1934, niet blijvend vast te leggen, en om het mogelijk te maken dat naar dat besluit wordt verwezen met de wijzigingen die er na die datum in zouden kunnen worden aangebracht, wordt voorgesteld de woorden "gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 september 1934 en 24 december 1934" weg te laten.

Artikel 113.

Om rekening te houden met de nieuwe bevoegdheidsverdeling terzake, zou het wenselijk zijn een meer algemene formulering te gebruiken.

De tekst zou als volgt kunnen worden gesteld :

"3Ede uitgaven worden betaald aan instellingen die erkend, gesubsidieerd of gecontroleerd worden door de openbare instellingen of door de bevoegde organen van de Gemeenschappen, of aan zelfstandige onthaalgezinnen of aan kinderdagverblijven die onder het toezicht staan van de voormelde instellingen".

Artikel 120.

A. De wet van 27 maart 1957 betreffende de gemeenschappelijke beleggingsfondsen en tot wijziging van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taken is opgeheven bij de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties

en de financiële markten; het koninklijk besluit van 4 maart 1991 met betrekking tot bepaalde instellingen voor collectieve belegging maakt van de beleggingsfondsen beheerd door een beheersvennootschap, instellingen voor collectieve belegging.

B. In het eerste lid, 2E - en die opmerking geldt voor andere artikelen van het ontwerp -, kunnen de woorden "staatkundige onderdelen" niet worden aanvaard. In fiscale of internationale regelingen worden de woorden "staatkundige onderdelen en lokale autoriteiten" weliswaar gebruikt voor een vreemd land. Dat het begrip staatkundig onderdeel volkomen deugdelijk toepassing vindt op de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de agglomeraties en de gemeenten valt te betwijfelen.

Bijgevolg dient in 2E de huidige tekst te worden overgenomen van artikel 72, § 4, 2E, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 26 februari 1964.

Bovendien wordt eraan herinnerd dat artikel 41, § 1, van de wet van 7 december 1988, terwijl het aan de Koning de noodzakelijke bevoegdheid verleent voor de coördinatie, voorziet in een aanpassing om "in voorkomend geval (...) uitdrukkelijk de Gewesten, de Gemeenschappen ... te bedoelen".

Artikel 124.

Overeenkomstig de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten moeten de woorden "in België gevestigde wisselagenten" vervangen worden door "beursvennootschappen naar Belgisch recht" (artikel 35).

De effectenmakelaars mochten hun werkzaamheden in de hoedanigheid van natuurlijke personen immers slechts uitoefenen tot 1 januari 1991 (artikel 84 van dezelfde wet).

Artikelen 126 en 127.

A. In het ontwerp van coördinatie wijkt de inrichting van die twee bepalingen af van die van de oorspronkelijke wetteksten.

Artikel 126 bepaalt :

> "Ongeacht het huwelijksvermogensstelsel, worden de andere inkomsten dan beroepsinkomsten van echtgenoten samengevoegd met de beroepsinkomsten van de echtgenoot die het meest zulke inkomsten heeft".

Artikel 2 van de wet van 7 december 1988 houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen bepaalt :

"Ongeacht het huwelijksvermogensstelsel wordt de belasting afzonderlijk bepaald op grond van :

a)enerzijds, de bedrijfsinkomsten van de echtgenoot die er het minst heeft;

b)anderzijds, de bedrijfsinkomsten van de andere echtgenoot, gevoegd bij alle andere inkomsten van de echtgenoten".

Wat de inhoud betreft kan evenwel worden aangenomen dat de tekst van de coördinatie overeenstemt met de wil van de wetgever.

B. In artikel 127 van het ontwerp, waarvan in de voetnoot wordt vermeld dat het ten dele overeenstemt met artikel 2 van de wet van 7 december 1988 (hierboven weergegeven), komt het begrip "deel" voor terwijl dat begrip niet voorkomt in de tekst van de wet van 7 december 1988. Die toevoeging moet worden verantwoord.

Artikel 135.

De minister van Financiën of zijn gedelegeerde mag de overheden die de toestand als gehandicapte moeten vaststellen, niet op absolute wijze aanwijzen om te vermijden dat hij eventueel inbreuk maakt op het deel van de bevoegdheden dat door artikel 5, § 1, 4E, van de bijzondere wet van 8 augustus

1980 tot hervorming der instellingen op het stuk van het beleid inzake minder-validen is opgedragen aan de Gemeenschappen.

Bijgevolg wordt voorgesteld in het tweede lid te schrijven :

"De minister van Financiën of zijn gedelegeerde wijst, voor de toepassing van de belastingwet, de overheden aan, ...".

Artikel 137.

Artikel 137 van het ontwerp van coördinatie stemt overeen met artikel 82, § 2, van het Wetboek der inkomsten-belastingen, vervangen bij de wet van 11 april 1983.

Artikel 137 is in feite een omkering van de inhoud van artikel 82, § 2; die paragraaf luidt als volgt :

> "De kinderen van wie alle belastbare inkomsten worden samengevoegd met die van hun ouders, worden ten laste van dezen beschouwd, ongeacht de omvang van hun inkomsten".

Het valt niet in te zien waarom het ontwerp van coördinatie de huidige wettekst wijzigt, te meer daar de tekst van het ontwerp niet meer duidelijkheid brengt.

Artikel 156.

In punt 3E, b, worden de woorden "vreemde officiële instellingen" vervangen door de woorden "vreemde ... instellingen van openbaar nut".

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 90.

Artikel 162.

De tekst zou duidelijker zijn indien hij in twee leden werd opgesplitst; de tekst zou dan als volgt worden ingericht :

"Wanneer zulks ingevolge de op de geldmarkt toegepaste rentevoeten ...

Geen vermeerdering ...".

Artikel 171.

A. De bepaling onder 5E, b, moet in verband worden gebracht met artikel 41 van de wet van 28 december 1983 houdende fiscale en begrotingsbepalingen waarin wordt bepaald :

> "Artikel 93, § 1, 3E, b, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen is niet van toepassing op de bezoldigingen van de maand december die de openbare overheid tijdens de maand januari van het volgende jaar uitbetaalt en evenmin op de eindejaarstoelage die diezelfde overheid toekent voor het jaar 1983".

Ofschoon het gedeelte van het artikel met betrekking tot de eindejaarstoelage voor het jaar 1983 doelloos is geworden, is dat blijkbaar niet het geval met de bezoldiging van de maand december die wordt uitbetaald in de loop van de maand januari die volgt.

Gelet op de bewoordingen van artikel 171, 5E, b ("door toedoen van de overheid"), is het niet aangewezen in de coördinatie de tekst over te nemen van artikel 41 van de wet van 28 december 1983.

B. In artikel 171, 6E, eerste streepje, zijn de woorden "voorheen verdiende", zoals de woorden "voorheen verworven" in artikel 31 van het ontwerp, onjuist en dubbelzinnig. Men schrijve : "het verkregen vakantiegeld dat wordt betaald aan ...".

Artikel 180.

A. Wat de in c bedoelde publiekrechtelijke verenigingen opgericht tot exploitatie van de havens betreft :

1Evoorziet de wet van 11 september 1895 houdende de begroting van buitengewone ontvangsten en uitgaven voor het dienstjaar 1895 in :

a)de goedkeuring van een overeenkomst tussen de Staat en de stad Antwerpen "betreffende het bouwen van een nieuw gedeelte kaaien" (artikel 5);

b)de goedkeuring van een overeenkomst tussen de Staat en de stad Gent "betreffende de werken uit te voeren aan de vaart van Gent op Terneuzen" (artikel 6);

c)de goedkeuring van een overeenkomst tussen de Staat en de stad Oostende "betreffende de zeevaartinrichtingen te Oostende" (artikel 7);

d)de goedkeuring van een overeenkomst tussen de Staat, de stad Brugge en twee particulieren "betreffende het maken en de vergunning van een haven op de kust bij Heyst, van een haven te Brugge en van een vaart tot verbinding van die twee havens" (artikel 8);

e)de machtiging van de Regering om de oprichting en "de statuten goed te keuren van de naamloze maatschappij der vaart en zeevaartinrichtingen van Brussel";

2Ebevat de wet van 11 september 1895 dragende goedkeuring van verscheidene contracten aangaande domaniale goederen en machtiging van onroerende goederen te vervreemden een artikel 6 betreffende het drijvend dok van Nieuwpoort;

3Ericht de wet van 21 juni 1937 de autonome haven van Luik op;

4Ericht de wet van 12 februari 1971 de autonome haven van Charleroi op;

5Ericht de wet van 20 juni 1978 de autonome haven van Namen op.

Men kan daaruit besluiten dat artikel 180, c, betrekking heeft op :

-de Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel, een instelling van openbaar nut onderworpen aan de wet van 16 maart 1954;

-de Maatschappij der Brugse Zeevaartinrichtingen, naamloze vennootschap, een instelling van openbaar nut onderworpen aan de wet van 16 maart 1954;

-de autonome haven van Luik;

-de autonome haven van Charleroi;

-de autonome haven van Namen.

Punt c zou duidelijker zijn indien de vijf instellingen werden opgenoemd.

B. Punt d zou kunnen worden opgesplitst in d en e :

"d)de Nationale Delcrederedienst;

e)de Belgische Maatschappij voor de Financiering van de Nijverheid".

C. In de punten b en e worden vermeld :

-de maatschappijen voor intercommunaal vervoer waarop de wetten van 17 juni 1953 en 22 februari 1961 van toepassing zijn;

-de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen.

Thans dienen te worden vermeld :

-de Waalse Regionale Maatschappij voor Openbaar Personenvervoer en de exploitatiemaatschappijen die eraan zijn verbonden (decreet van 21 december 1989);

-de Vlaamse Vervoermaatschappij en de autonome exploitatie-entiteiten binnen de Maatschappij (decreet van 31 juli 1990);

-de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel (ordonnantie van 22 november 1990).

Artikel 181.

In punt f dienen de woorden "door de Minister of Staatssecretaris die de gezinszorg onder zijn bevoegdheid heeft" te worden vervangen door de woorden "door de bevoegde organen van de Gemeenschappen".

Artikel 185.

Om de in verband met artikel 18 uiteengezette redenen schrijve men in de Franse tekst in het derde lid, 2E, "des avances

.../...

faites aux sociétés coopératives qui sont agréées par le Conseil national de la coopération".

Artikel 218.

De tekst van het ontwerp verschilt van de huidige tekst, inzonderheid wat betreft de woorden "met inbegrip van de uitgiftepremies en van de voorschotten verleend sedert ten minste één jaar bedoeld in artikel 15, tweede lid, 2E" die voorkomen in de huidige tekst en in de plaats waarvan de woorden "de in artikel 185, derde lid, 2E, vermelde rentegevende voorschotten die op dat ogenblik minder dan één jaar zijn toegestaan, niet inbegrepen" worden gesteld.

Het staat aan de Regering die precisering te verantwoorden.

Artikel 224.

In paragraaf 1, vierde lid, dienen de verwijzingen naar de artikelen 114 en 118 van de wet van 4 december 1990 te worden gehandhaafd.

Dat artikel dient in verband te worden gebracht met artikel 27 van de wet van 7 december 1988 dat het volgende bepaalt :

> "Wanneer de aanslag op naam van beide echtgenoten wordt gevestigd, wordt het belastingkrediet als bedoeld in artikel 135, § 1, tweede lid, 2E, van het Wetboek verrekend

.../...

met de belasting verschuldigd door de verkrijger van de inkomsten waaraan dat belastingkrediet verbonden is, en het eventuele saldo op de belasting verschuldigd door zijn echtgenoot".

Artikel 27 verwees naar artikel 135 zoals het op 7 december 1988 bestond. Het belastingkrediet was verschillend naargelang het enerzijds het bedrag betrof dat geïnd of ontvangen was bij wijze van inkomsten uit aandelen of winstbewijzen of bij wijze van inkomsten uit geïnvesteerde kapitalen, vo,'o,'r aftrek van de incassokosten, de bewaringskosten en enige andere kosten en lasten, en anderzijds het bedrag van de tantièmes en andere vaste of veranderlijke bruto-bezoldigingen, die krachtens de artikelen 98 en 99 zijn begrepen in de belastinggrondslag van de vennootschappen.

Het staat vast dat artikel 27 van de wet van 7 december 1988 niet meer harmonieert met de huidige inhoud van artikel 135 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen; artikel 27 is evenwel niet uitdrukkelijk opgeheven, zodat de rechtszekerheid thans niet is gewaarborgd.

Het is taak van de wetgever dat artikel 27 op te heffen.

Artikel 225.

Wat de "staatkundige onderdelen" betreft, wordt verwezen naar de opmerking die in verband met artikel 120 is gemaakt.

Artikel 233.

In paragraaf 3, 8E, b, vervangen de woorden "Belgische ... instellingen van openbaar nut" in het ontwerp van coördinatie de woorden "Belgische officiële instellingen".

De strekking van de wijziging is moeilijk te vatten; de Belgische instellingen van openbaar nut" kunnen in enge zin worden opgevat als de instellingen die onder de wet van 16 maart 1954 vallen; die woorden kunnen ook in ruime zin worden uitgelegd. De bedoelingen van de Regering behoren te worden verduidelijkt.

Indien de woorden in ruime zin behoren te worden opgevat, wordt voorgesteld te schrijven "Belgische openbare instellingen" zoals in verband met artikel 90 in overweging is gegeven.

Artikel 236.

In punt 3E worden in het ontwerp van coördinatie de woorden "om er goederen of passagiers te laden of af te laden" die in de huidige tekst voorkomen, weggelaten.

Het weglaten van die woorden lijkt de betekenis van de tekst niet te wijzigen; het zou beter zijn er enige uitleg bij te verstrekken.

Artikel 261.

Er wordt verwezen naar hetgeen is gezegd over de coördinatie van teksten die afkomstig zijn van verschillende wetgevers.

Voor het Waalse Gewest is het Wetboek van de inkomstenbelastingen uitdrukkelijk gewijzigd. Dat is niet het geval voor het Vlaamse Gewest.

Het decreet van de Vlaamse Raad van 21 december 1990 houdende begrotingstechnische bepalingen alsmede bepalingen tot begeleiding van de begroting 1991 bevat immers de artikelen 60 en 61 waarvan het eerste, dat hieronder wordt geciteerd, afwijkt van artikel 159 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen. Die artikelen bepalen :

"Artikel 60. In afwijking van artikel 159 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 november 1977 en de wet van 19 juli 1979, gelden voor het Vlaamse Gewest de volgende bepalingen :

1. de onroerende voorheffing is vastgesteld op 2,5 procent van het kadastraal inkomen;

2. voor de in artikel 159, 2e lid, bedoelde woningen wordt de onroerende voorheffing vastgesteld op 1,6 procent van het kadastraal inkomen;

3. voor de huurwoningen behorende tot de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij zelf of behorende tot de door haar erkende maatschappijen enerzijds en voor de woningen die door het Vlaams Woningfonds van de Grote Gezinnen in het kader van zijn operaties van huurhulp worden verhuurd anderzijds, wordt de onroerende voorheffing vastgesteld op 1,6 procent.

Artikel 61. Voor iedere provincie of gemeente van het Vlaamse Gewest mag de in artikel 60 bedoelde wijziging van het percentage van het kadastraal inkomen waarop de onroerende

voorheffing door het Gewest wordt gevestigd, op zichzelf de opbrengst van de opcentiemen van het aanslagjaar 1991 noch verhogen noch verminderen ten opzichte van het aanslagjaar 1990.

Indien bijgevolg één van die overheden de opbrengst van haar deel in die onroerende voorheffing in min of meer wenst te wijzigen is, zij ertoe gehouden zulks in haar beslissing aan te geven en afzonderlijk te vermelden :

-het aantal opcentiemen dat nodig is om, op haar niveau, eenzelfde opbrengst als in 1990 te bekomen;

-het aantal opcentiemen dat ten opzichte daarvan voor het jaar 1991 in min of meer wordt geheven;

-het aantal opcentiemen dat voor het jaar 1991 daadwerkelijk wordt opgeheven".

Artikel 263.

Ten einde de tekst door middel van het opschrift en de datum ervan te kunnen herkennen, wordt voorgesteld in 2E te schrijven : "of van artikel 13 van de wetten op de vergoedingspensioenen, gecoördineerd op 5 oktober 1948".

Artikel 270.

Verwezen dient te worden naar de hiervoren gemaakte opmerking met betrekking tot de "staatkundige onderdelen" (artikel 120).

Artikel 272.

In het tweede lid, 2E, dient met betrekking tot de inkomsten uit certificaten van Belgische beleggingsfondsen verwezen te worden naar de opmerking gemaakt in artikel 120.

Artikel 275.

Artikel 174 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen is eerst vervangen bij artikel 30 van de wet van 28 december 1983 houdende fiscale en begrotingsbepalingen, en vervolgens pas bij de wet van 22 februari 1990.

Artikel 54, § 2, van de eerstgenoemde wet bepaalt :

> "Voor de toepassing van artikel 30 (dat wil zeggen artikel 174 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, vervangen bij dit artikel 30) worden de renten van geldsommen, gedeponeerd bij de Deposito- en Consignatiekas, geacht te zijn toegekend of betaalbaar gesteld op 31 december van ieder jaar".

Het ontwerp van coördinatie neemt die bepaling niet over, welke blijkbaar haar reden van bestaan houdt.

Artikel 275 van de gecoördineerde tekst zou met het volgende lid moeten worden aangevuld, tenzij er grond bestaat om het weg te laten :

"Voor de toepassing van dit artikel worden de renten van geldsommen, gedeponeerd bij de Deposito- en Consignatiekas, geacht te zijn toegekend of betaalbaar gesteld op 31 december van ieder jaar".

In dat geval dient de voetnoot aangevuld te worden met de vermelding dat het derde lid zijn oorsprong vindt in artikel 54, § 2, van de wet van 28 december 1983.

Artikel 306.

A. Bij dit artikel behoort dezelfde opmerking te worden gemaakt als diegene welke bij artikel 120 met betrekking tot de staatkundige onderdelen is gemaakt.

B. Artikel 37 van de wet van 7 december 1988 houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen bepaalt :

> "De microfiches en microfilms van de kohieren hebben dezelfde bewijskracht als de originelen indien deze microfiches en films door de Administratie der directe belastingen of onder haar controle zijn aangemaakt".

Deze bepaling moet logischerwijs in verband worden gebracht met die welke betrekking heeft op de bewijskracht van de kohieren. In het Wetboek van de inkomstenbelastingen kan evenwel geen enkele thans van kracht zijnde tekst worden gevonden die op deze bewijskracht betrekking heeft.

Uit een niet meer zo recente rechtspraak blijkt dat het kohier

"est un acte authentique par lequel l'administration des finances se crée un titre contre le contribuable, et manifeste sa volonté d'exiger le paiement de l'impôt" (6).

In het arrest van 3 september 1965 (Pas. 196, I, II) werd beslist dat

"le rôle (...), acte authentique, fait foi, sauf inscription de faux en cas de falsification du rôle ou sauf rectification en cas d'erreur matérielle évidente et reconnue".

---

(6) Cassatie, 17 juni 1929, Pas. 1929, I, 246; het arrest citeert artikel 60, tweede lid, van de gecoördineerde wetten van 7 maart 1924, waarvan de eerste volzin luidde :

"De rollen worden door de bestuurder der belastingen invorderbaar verklaard";

in een arrest van 9 april 1883 (Pas. 1883, I, 109) werd van de kohieren gezegd dat ze als "pièces émanées d'un fonctionnaire public, spécialement chargé par la loi de constater les faits qu'elles relatent, sont des actes authentiques"; het is de toepassing van artikel 1319 van het Burgerlijk Wetboek.

In hetzelfde arrest werd het bepaalde in artikel 1334 van het Burgerlijk Wetboek ("Wanneer de oorspronkelijke titel nog bestaat, leveren de afschriften alleen bewijs op van wat voorkomt in de titel, waarvan de vertoning altijd kan worden gevorderd") niet toepasselijk verklaard op de inkomstenbelastingen.

Bij ontstentenis van een betere plaats, lijkt het aangewezen artikel 37 van de wet van 7 december 1988 in de ontworpen coördinatie in te voegen na artikel 306.

Artikel 310.

De woorden "zonder te letten op de uit de muntwet van 30 maart 1935 voortvloeiende wijziging van pariteit in verhouding tot het goud" vereisen enig commentaar.

Artikel 310 neemt artikel 210 over van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 26 februari 1964, dat op zijn beurt artikel 85 overneemt van de gecoördineerde wetten van 15 januari 1948, waaraan artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 277 van 31 maart 1936 ten grondslag ligt, dat inzonderheid een artikel 85 invoegt in de gecoördineerde wetten (waarvan de datum niet is aangegeven, maar die van 6 augustus 1931 zijn).

Het verslag aan de Koning, dat voorafgaat aan het koninklijk besluit nr. 277 van 31 maart 1936 waarbij wijzigingen worden aangebracht aan de samengeschakelde wetten op de inkomstenbelastingen, stelt het volgende :

"Bij de belastingvrijdom welke artikel 4 bestendig voorziet, voegt artikel 5 tijdelijke gedeeltelijke vrijdom met betrekking tot de meerwaarden op voorraden en stocks, alsmede op de deviezen, deposito's, enz. Deze elementen werden rechtstreeks en brutaal beïnvloed door de muntwet van 30 maart 1935 en het scheen billijk toe een fiscale heffing op het gedeelte van de meerwaarden dat niets anders dan kapitaal zou zijn te vermijden".

De muntwet van 30 maart 1935 gaf de Koning bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit de bevoegdheid om de nieuwe pariteit van de frank in verhouding tot het goud te bepalen; die pariteit was niet lager dan 70 percent en niet hoger dan 75 percent van de pariteit vastgelegd bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1926. De nieuwe muntpariteit was voorlopig vastgelegd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1935, en "definitief" bij het koninklijk besluit van 31 maart 1936.

De muntwet van 30 maart 1935 is opgeheven door de wet van 12 april 1957 betreffende het muntstatuut, welke op haar beurt opgeheven is door de wet van 23 december 1988 houdende bepalingen met betrekking tot het monetair statuut, de Nationale Bank van België, het monetair beleid en het Muntfonds.

Voorgesteld wordt artikel 310 als volgt te stellen : "... zonder te letten op de wijziging van pariteit".

.../...

Artikelen 312 tot 320.

Artikel 36 van de wet van 7 december 1988 houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen luidt als volgt :

"Afdeling 3. -Verbetering van de belastingheffing.

Artikel 36. § 1. Aan de belastingplichtigen die aan de in artikel 1 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen vermelde belastingen zijn onderworpen, wordt door de Administratie der directe belastingen een fiscaal identificatienummer toegekend.

Voor natuurlijke personen stemt dit fiscaal nummer overeen met hun identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het fiscaal identificatienummer van de rechtspersonen evenals dat van de belastingplichtigen die niet in het voormelde Rijksregister zijn ingeschreven, wordt toegekend en gebruikt volgens de regelen bepaald door de Koning.

§ 2. Het fiscaal identificatienummer van de natuurlijke personen mag worden gebruikt onder de voorwaarden en tot de doeleinden bepaald in het koninklijk besluit van 25 april 1986 waarbij sommige overheden van het Ministerie van Financiën gemachtigd worden om het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken en in het ministerieel besluit van 27 maart 1987 waarbij sommige ambtenaren van de Administratie der directe belastingen gemachtigd worden om het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken.

§ 3. Behalve het in § 2 bedoelde gebruik mag het fiscaal identificatienummer van de natuurlijke personen worden gebruikt, alleen als identificatiemiddel, in de hierna vermelde externe betrekkingen welke nodig zijn voor de

uitvoering van de wets- en verordeningsbesluiten waarmede de Administratie der directe belastingen is belast :

1Emet de houder van dat nummer of diens wettelijke vertegenwoordigers;

2Emet de openbare overheden of de instellingen gemachtigd krachtens artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

3Emet de natuurlijke personen of rechtspersonen en de feitelijke verenigingen die ertoe gehouden zijn informatie te verstrekken omtrent de houder van dat identificatienummer, in het kader van de verplichtingen welke hun zijn opgelegd door een wets- of verordeningsbepaling betreffende de inkomstenbelastingen.

De hier vermelde personen, instellingen en verenigingen mogen slechts over dat nummer beschikken voor de uitvoering van de bedoelde verplichtingen.

§ 4. Wanneer de Administratie der directe belastingen aan een derde uitvoering toevertrouwt van werken die nodig zijn voor het vervullen van taken waarmede zij is belast, is de voormelde administratie gemachtigd, uitsluitend voor de uitvoering van die werken :

1Eaan die derde de in toepassing van het koninklijk besluit van 27 september 1984, waarbij aan sommige overheden van het Ministerie van Financiën toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, verkregen informatiegegevens mede te delen welke voor het uitvoeren van die werken noodzakelijk zijn;

2Ealleen als identificatiemiddel het fiscaal identificatienummer te gebruiken.

Onder "derde" dient te worden verstaan elke Belgische onderneming die een opdracht van algemeen belang vervult en door de Koning bij name is aangewezen om mededeling te verkrijgen van de nodige gegevens, uitsluitend voor de uitvoering van die werken.

Deze derden mogen slechts over de beoogde informatiegegevens en over het fiscaal identificatienummer beschikken gedurende de tijd die nodig is voor de uitvoering van die werken en uitsluitend tot dat doel.

§ 5. Inbreuken op de bepalingen van de §§ 2 tot 4 vormen een overtreding van artikel 9 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en kunnen worden gestraft overeenkomstig artikel 13 van die wet.

§ 6. Aan de verplichting tot het vermelden van het fiscaal identificatienummer van de natuurlijke personen zijn onderworpen :

1Ede openbare overheden en instellingen bedoeld in § 3, eerste lid, 2E, in hun betrekkingen met de Administratie der directe belastingen telkens zij ertoe gehouden zijn inlichtingen te verstrekken omtrent de houder van dat identificatienummer;

2Ede natuurlijke personen of rechtspersonen en de feitelijke verenigingen die zich bevinden in de toestand bedoeld in § 3, eerste lid, 3E, en die verplicht zijn gebruik te maken van het identificatienummer van de natuurlijke personen ingevolge de koninklijke besluiten van 5 december 1986 tot regeling in de sociale sector van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen.

§ 7. De niet-naleving van de bepalingen van § 6 wordt bestraft overeenkomstig artikel 335 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen".

Dat artikel bevat bepalingen die logischerwijs thuishoren in een coördinatie van teksten betreffende de inkomstenbelastingen, in het hoofdstuk betreffende de aangifte.

Vergelijkenderwijs zij opgemerkt dat het ontworpen Wetboek, inzonderheid de artikelen 325, 329 en 333 ervan, aan

de openbare overheden en aan de natuurlijke en rechtspersonen verplichtingen oplegt. Het is niet denkbaar dat artikel 36 van de wet van 7 december 1988 niet in de coördinatie wordt opgenomen.

Artikelen 333 en 334.

Er wordt verwezen naar de hiervoren gemaakte opmerking met betrekking tot de staatkundige onderdelen.

Na artikel 337.

Artikel 25 van de wet van 11 april 1983 houdende fiscale en begrotingsbepalingen is als volgt gesteld :

> "De Administratie van de directe belastingen dient er zorg voor te dragen dat de fiscale toestand van de belastingplichtige ten minste eenmaal om de drie jaar wordt onderzocht".

Die bepaling dient in de ontworpen coördinatie te worden overgenomen.

Artikel 364.

Het artikel is buitengewoon lang zodat de tekst niet voldoende duidelijkheid biedt; het zou beter zijn van elke paragraaf een afzonderlijk artikel te maken.

Artikel 392.

De tekst lijkt zowel te gelden voor de gerechtsdeurwaarders als voor de deurwaarders van de directe belastingen.

Deze laatsten blijven instrumenteren, zoals blijkt uit het vonnis van de beslagrechter te Brussel van 14 februari 1991 (Journal des tribunaux, 27 avril 1991, blz. 313 tot 316).

Artikel 48, § 4, van de wet van 5 juli 1963 tot regeling van het statuut der gerechtsdeurwaarders bepaalt :

> "In alle wetten en besluiten die aan deze wet voorafgaan, worden de woorden "deurwaarder", "deurwaarder bij een Hof of een rechtbank", "deurwaarder ter rolle" vervangen door het woord "gerechtsdeurwaarder".

In de tekst van artikel 392 schrijve men "De gerechtsdeurwaarders" aangezien de tekst alleen op hen toepassing vindt.

Artikel 400.

Het artikel is erg lang; het zou ermee winnen als het werd onderverdeeld. Het zou beter zijn de artikelen 400 en 401 op te nemen in een bijzondere afdeling die het volgende opschrift zou kunnen dragen :

"Werkzaamheden waarvoor een beroep moet worden gedaan op een geregistreerde aannemer".

Artikel 413.

In paragraaf 2 dienen de woorden "van dit artikel" die volgen op de verwijzing naar paragraaf 1, als overbodig te vervallen.

Artikel 446.

Dit artikel bepaalt dat de schending van het beroepsgeheim "gestraft (wordt) overeenkomstig de artikelen 66, 67 en 458 van het Strafwetboek".

De verwijzing naar artikel 66 van het Strafwetboek, betreffende de strafbare deelneming, en naar artikel 67 van hetzelfde Wetboek, dat handelt over de medeplichtigheid, moet worden weggelaten.

Artikel 450, § 1, verklaart immers alle bepalingen van Boek I van het Strafwetboek toepasselijk op de in de artikelen 442 tot 446 bedoelde strafbare feiten, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd. Aldus zijn de artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek toepasselijk verklaard op artikel 446.

Het volstaat in dat zelfde artikel te schrijven : "wordt gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek".

Artikel 450.

In paragraaf 2 dienen de verwijzingen naar de wijzigingswetten van 22 december 1969 en van 25 juni 1975, die onwerkzaam zijn geworden, te vervallen en dient te worden vermeld dat de wet van 5 maart 1952 gewijzigd is bij de wet van 22 december 1989.

Het voorontwerp van wet houdende begrotingsbepalingen (L. 20.769/2) bevat een artikel 54 dat het bedrag van de opdeciemen opnieuw zal wijzigen.

Artikel 453.

De paragrafen 3, 4 en 5 van artikel 453 zouden beter als volgt worden gegroepeerd :

-de paragrafen 3 en 5 zouden een afzonderlijk artikel kunnen vormen, ingedeeld in twee paragrafen;

-paragraaf 4 zou een ander artikel vormen.

Concordantietabellen.

Het zou zinvol zijn bij de concordantietabel die is opgemaakt met als uitgangspunt het Wetboek van 26 februari 1964 een concordantietabel te voegen uitgaande van de wet van 7 december 1988.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. C. LAMBOTTE, premier référendaire. La note a été rédigée et exposée par M. J. REGNIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. LAMBOTTE, eerste referendaris. De nota op-gesteld en toegelicht door de H. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.